Un Guide de la Liberté pour les Débutants

Edité par Dr Richard Wellings

L'Institut Adam Smith a une politique d'accès ouvert.
Les droits d'auteur restent la propriété du détenteur des droits d'auteur, mais les utilisateurs peuvent télécharger, enregistrer et distribuer ce travail dans n'importe quel format fourni:

(1) que l'Institut Adam Smith est cité;
(2) que l'adresse Web adamsmith.org est publiée avec une copie bien visible de cet avis;
(3) le texte est utilisé intégralement sans amendement [des extraits peuvent être utilisés pour la critique ou la révision]; (4) l'œuvre n'est pas revendue;
(5) le lien pour toute utilisation en ligne est envoyé à info@adamsmith.org.

Les opinions exprimées dans ce rapport sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement les opinions de l'éditeur ou du titulaire des droits d'auteur. Ils sont publiés en tant que contribution au débat public.

©Adam Smith Research Trust 2009 Publié au Royaume-Uni par ASI (Research) Ltd. ISBN: 1–902737–65–2
Certains droits réservés
Imprimé au Burundi

Contenu

Introduction par Richard Wellings 5

1. L'importance de la liberté - J. C. Lester 8

2. Fonctionnement des marchés -Eamonn Butler..... 18

3. Libre-échange - Daniel Griswold..... 29

4. Fiscalité et dépenses publiques -Daniel J. Mitchell 40

5. Droits de propriété - Karol Boudreau 53

6. Pourquoi le gouvernement échoue -Peter J. Boettke et Douglas B. Rogers 62

7. Sexe, drogues et liberté: l'affaire contre interdictions du gouvernement -John Meadowcroft 74

8. Le bien-être sans l'État - Kristian Niemietz 85

9. Banque, inflation et récessions-Anthony J. Evans..... 96

10. Le rôle du gouvernement -Stephen Davies 105

À propos des auteurs 113

Introduction par Richard Wellings

La liberté doit être défendue. Dans les pays occidentaux, notamment aux États-Unis et au Royaume-Uni, les gouvernements prennent de plus en plus le contrôle de la vie des gens.

Ces dernières années, ils ont emprisonné des suspects sans procès, créé un grand nombre de nouveaux «crimes», réprimé la liberté d'expression et même autorisé la torture. Mais l'attaque contre la liberté est plus large que la dérive progressive vers un État policier.

L'énorme augmentation des impôts au cours du siècle dernier signifie qu'aujourd'hui une grande partie de chaque livre, dollar ou euro gagné est confisquée. Et une grande partie de ce qui reste est prise par la réglementation - la marée montante des contrôles qui augmentent le prix des marchandises que nous achetons. Le nombre d'activités qui ne sont pas en quelque sorte dirigées ou limitées par les gouvernements diminue.

Les dirigeants politiques n'ont clairement pas compris les avantages de nous permettre de vivre notre vie comme nous le voulons. En libérant nos talents et notre créativité, la liberté apporte une richesse sans précédent et promet un brillant avenir bâti sur de nouvelles idées.
Cela nous donne également une protection contre les abus qui sont venus trop souvent d'États trop puissants.

Pourtant, l'ignorance de nos politiciens n'est pas unique. Les universités enseignent peut-être plus d'étudiants que jamais auparavant, mais elles les scolarisent rarement en liberté.

L'éducation est en fait dominée par des idées qui promeuvent un rôle encore plus important pour le gouvernement.
Un guide de la liberté pour les débutants est un petit pas vers la correction de ce biais. Il est conçu pour les personnes éduquées jetant un premier regard sur les arguments en faveur de la liberté. Bien qu'une certaine connaissance générale des questions économiques et politiques soit supposée, le langage technique a été évité autant que possible. Chaque chapitre examine un aspect clé de la liberté et se termine par une courte liste de lectures supplémentaires pour ceux qui souhaitent en savoir plus.
Le guide commence par expliquer le sens de la liberté et pourquoi le concept est si important. Il examine ensuite le fonctionnement des marchés, le libre-échange, les taxes et les dépenses publiques et les droits de propriété. Ces essais exposent les avantages de la liberté avec une grande clarté et expliquent pourquoi les actions qui restreignent la liberté ont un impact si négatif.
Les chapitres suivants - sur les raisons de l'échec du gouvernement, les interdictions, le bien-être et les services bancaires - s'appuient sur ce thème en mettant l'accent sur les effets néfastes de l'intervention de l'État.

La collection se termine en examinant le rôle approprié du gouvernement. Le dernier chapitre conclut que la sphère politique doit être strictement limitée. En effet, le livre dans son ensemble envoie un message clair que les gouvernements actuels font beaucoup trop.

Cela implique que nous ne vivons pas dans des sociétés véritablement libres, même en Occident. En effet, de nombreux aspects de notre vie sont étroitement contrôlés, que nous le réalisions ou non.

Mais le guide fait bien plus que critiquer les politiciens et les fonctionnaires pour avoir retenu les gens. Ses auteurs experts pointent vers une meilleure alternative - un monde passionnant, dynamique et prospère basé sur la liberté. Cela peut être réalisé si les partisans de la liberté gagnent la guerre des idées. Un guide du débutant pour la liberté fait partie de ce combat.

1. L’importance de la liberté par J. C. Lester

La liberté est un concept clé en politique, en économie et en philosophie. Elle est particulièrement importante pour les libertaires et les libéraux classiques, qui croient que la liberté est nécessaire pour que les gens vivent une vie prospère et épanouissante, et qui pointent les terribles conséquences lorsque les gouvernements et les politiciens la détruisent. Le chapitre commence par expliquer le sens de la liberté, avant d'explorer ces arguments plus en détail.

Qu'est-ce que la liberté?

Les mots «liberté» et «liberté» ne sont généralement pas distinguées de manière significative et peuvent généralement être utilisés de manière interchangeable. Ils ont simplement des racines différentes dans la langue anglaise. «Liberté» trouve son origine dans le latin «libertas». La «liberté» vient du vieil anglais «freedom».

Il n'est généralement pas nécessaire de discuter de ce que nous entendons par un mot particulier. Nous pouvons considérer comme acquis que les autres signifient la même chose que nous. Mais ce n'est pas toujours le cas avec les mots fondamentaux qui se posent dans les contextes moraux, sociaux et politiques. Un de ces mots est «liberté».
Il est donc nécessaire de donner une sorte de définition ou même de théorie de la «liberté» avant de pouvoir dire clairement pourquoi elle est importante.
La «liberté» dans son sens le plus général fait référence à l’absence de contraintes sur quelque chose.

Ici, nous nous intéressons à l'absence de contraintes sur les personnes par d'autres personnes.
La liberté peut être définie comme ne pas être gênée ou imposée à autrui (liberté non invasive). Ne pas être attaqué ou volé fait partie de la liberté; attaquer ou voler des personnes ne fait pas partie de la liberté.

Il s'ensuit que la liberté signifie être capable de faire ce que vous aimez avec votre propre corps (le principe de la propriété de soi) et votre propre propriété, tant que vous n'imposez pas ainsi le corps ou la propriété d'autrui.
Vous êtes libre de vous faire du mal, par exemple en prenant des drogues dangereuses, mais si vous blessez quelqu'un d'autre ou endommagez ses biens sans son consentement, vous violez sa liberté.

Ce sentiment de liberté est ce que les libertaires, ou libéraux classiques, veulent dire quand ils prônent la liberté. C'est aussi l'idée dominante de la liberté dans l'histoire occidentale et elle s'applique à toute société décrite comme généralement «libérale».

Une telle liberté n'est pas seulement souhaitée par tout le monde mais est généralement aussi jugée souhaitable pour tout le monde, au moins dans une large mesure. Il permet à chacun dans une société d'avoir en même temps une liberté totale et il permet d'identifier clairement les violations de la liberté. Un agresseur, comme un voleur ou un meurtrier, n'exerce pas sa liberté.
En effet, ceux qui résistent à un agresseur protègent leur propre liberté, sans limiter la liberté des autres.

Un point important est que le vol est toujours un vol et que le meurtre est toujours un meurtre même lorsque les gouvernements appellent leurs vols «taxation» et leurs meurtres «guerre».
Les gouvernements surpuissants - avec leur quête interminable d'interférer, d'imposer et de contrôler - sont les plus grands ennemis de la liberté.

Décider par vous-même

Lorsque les gouvernements restreignent la liberté, il devient plus difficile pour les gens de vivre leur vie comme ils le souhaitent. La liberté est importante car elle nous permet de nous épanouir, de viser nos ambitions et de suivre notre propre chemin dans la vie.

Imaginez, par exemple, que vous êtes un auteur talentueux, mais le gouvernement censure le type de livres que vous voulez écrire; ou un entrepreneur, architecte, cinéaste ou inventeur, empêché de réaliser vos idées par les contrôles gouvernementaux.

Pour donner un autre exemple - dans de nombreux pays occidentaux, le comportement homosexuel était en grande partie ou complètement interdit jusqu'à tout récemment. Il est toujours illégal dans de nombreuses régions du monde. En utilisant l'arrestation et l'emprisonnement - et même le traitement forcé dans les hôpitaux psychiatriques - les gouvernements ont empêché de nombreux homosexuels de vivre une vie épanouie.

La liberté est clairement essentielle pour la poursuite de nos ambitions et pour satisfaire nos besoins personnels. Mais il ne s'agit pas d'être égoïste.

Cela nous donne également la liberté d'aider les autres. En effet, nous ne pouvons être moraux ou immoraux que dans la mesure où nous sommes libres de choisir notre comportement.

Et lorsque les individus sont responsables de leurs propres actions - libres d'expérimenter et de vivre comme bon leur semble- nous pouvons apprendre de leurs erreurs et bénéficier des nouvelles idées qui sont développées.
C'est une des raisons pour lesquelles les sociétés libres sont plus dynamiques et prospères que celles étouffées par la main morte du gouvernement.

Liberté économique

Dans une société libre, les gens sont libres de commercer avec les autres et un marché libre peut se développer (voir chapitres 2 et 3). La protection de la propriété privée encourage les entreprises à se développer. Ils font des profits en répondant aux besoins des autres, et parce que ces bénéfices sont conservés par l'entreprise, plutôt que confisqués par les autorités, ils peuvent être investis - créant encore plus de richesse à l'avenir.

La liberté permet également aux entrepreneurs d'essayer différentes idées et de s'adapter aux conditions changeantes. Une meilleure technologie peut être mise au point, ce qui permet de fournir des biens et des services à moindre coût. Et de nouvelles inventions peuvent être introduites qui transforment des vies pour le mieux - par exemple, des remèdes contre de terribles maladies.

Le marché libre garantit que les ressources sont orientées vers leurs utilisations les plus productives (et il n'y a pas d'alternative connue au calcul économique du marché). En conséquence, cela entraîne une augmentation importante du niveau de vie.

La liberté est donc essentielle pour réduire la pauvreté.
Mais les gouvernements agissent souvent pour restreindre les marchés libres pour des raisons politiques.

Par exemple, les politiciens peuvent imposer des taxes élevées (voir chapitre 4) ou interdire le commerce de certains produits (voir chapitre 7). Une telle intervention est généralement destructrice à la fois de la richesse et de la liberté. Il détruit la richesse en rendant la croissance des entreprises beaucoup plus difficile et réduit la liberté en interférant de manière agressive avec les personnes et leurs biens.

Mais une intervention gouvernementale sur les marchés n'est-elle pas nécessaire? Ici, il y a désaccord entre libertaires et libéraux classiques. Certains soutiennent que des impôts très bas sont nécessaires pour financer un «État minimal» - un petit gouvernement qui protège la liberté en fournissant des services tels que la défense et un système judiciaire. En revanche, d'autres estiment que même ces services peuvent être mieux fournis volontairement, par le biais des marchés et de la charité, sans avoir besoin de taxes.

Les deux points de vue s'accordent cependant sur le fait que les niveaux d'intervention gouvernementale que nous constatons aujourd'hui ne peuvent être défendus en termes de protection de la liberté.
Des taxes élevées et des réglementations strictes nuisent économiquement et violent la liberté des individus.

Égalité et justice sociale

Malgré ses avantages, les gouvernements restreignent souvent la liberté dans le but de parvenir à la «justice sociale». Ils essaient d'imposer un certain degré d'égalité (de revenu ou de richesse) ou d'interdire la discrimination en ce qui concerne la race, le sexe, le handicap d'une personne, etc. Ils peuvent confisquer de l'argent de certaines personnes à donner à d'autres, comme les pauvres, ou forcer des entreprises d'employer des membres de certains groupes.

Mais si «justice sociale» signifie ne pas avoir de différences sociales néfastes et inutiles dans la société, alors seule la liberté s'approche de nous donner cela. En effet, le fonctionnement du marché libre permet de supprimer de telles différences.

Au fil du temps, la concurrence entraîne une réduction des différences de revenus et de bénéfices. Toutes les différences restantes sont nécessaires pour récompenser les gens qui travaillent plus dur ou qui développent de précieuses compétences.

Les entreprises qui exercent une discrimination contre les employés ou les clients sans raison économique valable sont susceptibles d'être devancées par les entreprises qui ne le font pas. Les marchés libres sont donc très efficaces pour lutter contre la discrimination et les inégalités.

En revanche, les efforts du gouvernement pour parvenir à la «justice sociale» peuvent être à la fois contre-productifs et économiques.

Par exemple, si la réglementation rend plus difficile le licenciement des femmes par les entreprises, elles peuvent en premier lieu embaucher moins de femmes, ce qui accroît en fait les inégalités entre les sexes. De même, le fait de verser des indemnités généreuses aux chômeurs peut les dissuader de trouver un emploi, ce qui aggrave en fait la pauvreté.

Vues alternatives de la liberté

Ce type d'intervention gouvernementale est souvent encouragé par des visions différentes de la liberté de celle décrite ci-dessus. Par exemple, la liberté peut être considérée comme un «jeu à somme nulle». En d'autres termes, la perte de liberté d'une personne est toujours le gain de liberté d'une autre personne. Si quelqu'un prend ma voiture sans ma permission, par exemple, alors je perds la liberté d'utiliser cette voiture et le preneur obtient la liberté d'utiliser cette voiture.

Ce point de vue signifie que nous devons mettre en balance la «liberté» d'un voleur ou d'un autre agresseur avec celle de ses victimes. Une telle liberté ne peut pas être maximisée pour tous, elle ne peut être concurrencée ou partagée que d'une manière ou d'une autre. Cela crée des problèmes. En particulier, d'autres principes - et non la liberté elle-même - sont nécessaires pour décider quelles formes de liberté devraient être prioritaires et pour quels groupes.

Une erreur courante est de considérer la liberté comme la démocratie et le droit de vote. Mais une majorité peut voter pour des politiciens qui détruisent la liberté, par exemple en volant les biens d'un groupe minoritaire ou en déclenchant une guerre d'agression.
Consentons-nous à de telles violations de la liberté en vivant dans un pays et en participant à la démocratie? Non. Si nous essayons de minimiser les dommages causés par nos dirigeants en votant pour le moins mauvais candidat, cela ne signifie pas que le gouvernement cause le tort. Nous ne consentons pas à la criminalité simplement parce que nous vivons dans une région où la criminalité est connue pour exister.
La liberté peut également être confondue avec l'égalité de revenu ou de richesse. Les socialistes pourraient dire que les pauvres manquent de liberté parce qu'ils n'ont pas les ressources pour faire ce qu'ils veulent. Ce malentendu sur la liberté est très dangereux. Il permet de voler un groupe de personnes afin de transférer des ressources à un autre groupe de personnes - un acte d'agression qui viole les principes de la propriété personnelle et de la propriété privée.

Quand la liberté meurt

Si les gouvernements tentent d'imposer une telle égalité, la véritable liberté est détruite. Parce que les gens sont très différents dans leurs compétences, leurs talents et leurs désirs, ils doivent être strictement contrôlés pour garder leurs niveaux de richesse les mêmes.

Les politiciens ont souvent tenté de créer des sociétés «égales» avec des conséquences désastreuses. Dans la Russie «communiste», par exemple, les gens étaient interdits de gérer des entreprises et l'économie s'effondrait. Quiconque s'opposait au vol en gros de propriétés privées risquait d'être emprisonné, torturé ou assassiné par le gouvernement.
Finalement, des dizaines de millions de personnes ont été tuées par leur propre gouvernement et des millions d'autres envoyées dans des camps de prisonniers.

Ces atrocités sont monnaie courante lorsque la liberté est sacrifiée pour le pouvoir politique; lorsque les objectifs des politiciens l'emportent sur la liberté des individus. L'un des exemples les plus connus est l'Allemagne nazie pendant la Seconde Guerre mondiale.

Le gouvernement national-socialiste d'Hitler a déclenché une guerre d'agression, assassiné des juifs, des gitans et des homosexuels et forcé de jeunes hommes à combattre et à mourir dans les forces armées.

Ce n'est peut-être que lorsque la liberté meurt que nous saisissons vraiment son importance. Sans liberté, nous ne sommes pas des êtres humains libres poursuivant nos propres objectifs et choisissant nos propres modes de vie; nous ne sommes guère plus que des esclaves de l'État.

Lectures complémentaires

Friedman, David D. [1973] (1989) La machine de la liberté: Guide du capitalisme radical (2e édition), La Salle, IL: Audience publique.

Lester, J. C. (2000) S'échapper du Léviathan: Liberté, bien-être et Anarchie réconciliée,Londres:Palgrave Macmillan.
Narveson, Jan (2008) Vous et l'État: Une courte introduction à la philosophie politique, Lanham, MD: Rowman & Littlefield.

Rothbard, Murray N. [1973] (2006)Pour une nouvelle liberté: Le Manifeste libertaire (2e édition.), Auburn,AL: Institut Ludwig von Mises. En ligne à: http://mises.org/rothbard/newlibertywhole.asp

2. Fonctionnement des marchés par Eamonn Butler

Les marchés sont incroyables. Ils unissent les populations du monde dans un commerce pacifique, coordonnant les efforts de millions d'individus divers. Ils nous permettent à tous d'échanger ce que nous ne voulons pas contre ce que nous faisons. Ils dirigent les ressources là où elles sont les plus valorisées. Ils découragent le gaspillage et encouragent les idées nouvelles. Et ils font tout cela sans qu'aucun gouvernement ou autorité n'ait à leur dire comment. C'est incroyable, mais c'est vrai. Alors, comment fonctionnent les marchés?

Les marchés que les gens connaissent le mieux sont ceux où les gens se rassemblent pour acheter et vendre des choses, comme la collection de stands que vous pouvez trouver sur n'importe quelle place de marché en Europe, vendant de tout, des fruits et du fromage aux livres et vêtements aux bric-à-brocante. brac et bijoux. Ou le marché que j'ai visité à Lanzhou, en Chine, une rue bordée de hangars branlants d'où l'on vendait de la soupe chaude, du poisson vivant, des pigeons, des seaux, des pièces de bicyclette, des graines de tournesol et du savon. Ou des affaires spécialisées, comme le plus grand marché aux fleurs du monde à Aalsmeer près d'Amsterdam, ou l'énorme marché aux chameaux de Buraydah à Al-Qassim, en Arabie saoudite.

Dans n'importe lequel d'entre eux, des centaines de personnes sont impliquées dans l'échange - comparant activement les produits proposés, négociant, achetant et vendant. Et ce n'est que la pointe visible de l'iceberg. De nombreux autres marchés existent autour de nous, pas en un seul endroit.

Il existe des marchés pour les navires, les chaussures, la cire à cacheter, les stocks, les actions, les timbres, les instituteurs, les vendeurs et un alphabet plein de millions d'autres biens et services. L'échange fait partie de nos vies. Mais pourquoi le faisons-nous?

Échange ajoute de la valeur

Facile. Nous échangeons des choses parce que cela nous permet d'obtenir quelque chose que nous apprécions plus en échange de quelque chose que nous apprécions moins. Même les enfants le savent. Ils troquent les jouets dont ils ont marre contre ceux que les autres enfants ont et qui les intéressent davantage. Ils échangent des cartes de football et des autocollants.

Et la grande chose est que les deux parties bénéficient de ces métiers. Le jouet dont vous en avez marre pourrait être les genoux de l'abeille pour un autre enfant.

L'attaquant de Manchester United dont vous avez deux pourrait être exactement ce que l'autre enfant recherchait - tandis que son gardien de but de Liverpool pourrait être l'objet que vous convoitez le plus dans le monde entier.

Vous profitez tous les deux de cette offre, en obtenant quelque chose que vous appréciez plus que la chose que vous abandonnez en retour.
Personne n'entrerait dans un échange sans le faire. Ce n'est pas qu'un côté ait été trompé ou forcé d'accepter quelque chose de moindre valeur.

La valeur est dans l'œil du spectateur. C'est une opinion personnelle et subjective des choses que vous échangez. Ce n'est pas une qualité publique, objective et mesurable de choses, comme leur taille ou leur poids.

Différentes personnes peuvent apprécier la même chose très différemment. Quelqu'un sous le soleil brûlant de Buraydah pourrait valoriser un pichet d'eau plus qu'un diamant, tandis que quelqu'un dans Aalsmeer pluvieux pourrait faire le calcul inverse. En effet, plus les gens sont en désaccord sur la valeur, plus il leur est facile d'échanger.

Différentes personnes peuvent apprécier la même chose très différemment. Quelqu'un sous le soleil brûlant de Buraydah pourrait valoriser un pichet d'eau plus qu'un diamant, tandis que quelqu'un dans Aalsmeer pluvieux pourrait faire le calcul inverse. En effet, plus les gens sont en désaccord sur la valeur, plus il leur est facile d'échanger.

Les marchés harmonisent différents objectifs

C'est une aubaine pour la paix mondiale. Nous n'avons pas à être d'accord avec la politique, la culture ou la religion des gens pour faire du commerce avec eux.

Tout ce que nous avons à faire est de ne pas être d'accord sur la valeur, ce qui est assez facile - en particulier compte tenu de la diversité du monde et de ses produits. Les dates et le vin ne poussent pas bien ici en Grande-Bretagne, mais je peux les acheter en Irak et au Chili, sans avoir à me mettre d'accord avec les producteurs sur autre chose que le prix.

Dans la cour d'école, le prix d'un gardien de Liverpool est un attaquant United. Mais sur la plupart des marchés, lorsque nous parlons de «prix», nous pensons généralement aux prix monétaires. L'argent n'a rien de spécial. Ce n'est pas une mesure de la valeur de quelque chose.

C'est simplement un bien que les gens acceptent en échange d'un article, sachant qu'il peut être facilement échangé plus tard contre quelque chose qu'ils veulent. Cela évite aux barbiers affamés de chercher des boulangers qui ont besoin de coupes de cheveux: ils peuvent couper les cheveux de quelqu'un pour de l'argent, puis utiliser l'argent pour acheter du pain à une autre personne plus tard.

Comment le prix communique

Pourtant, le prix de l'argent révèle ce que les gens apprécient et à quel point il est rare. Supposons qu'une nouvelle invention incontournable nécessite de l'étain dans sa fabrication.
Tout le monde veut le nouveau gadget, alors les producteurs augmentent leur production pour profiter de la demande croissante et en faire de l'argent.

Pour augmenter la production, ils doivent acheter plus d'étain. Ils commandent davantage aux marchands de métaux, qui commandent davantage aux mineurs. Il peut être difficile d'augmenter la production minière du jour au lendemain, mais les mineurs et les concessionnaires découvriront qu'ils peuvent augmenter leurs prix, et les producteurs de gadgets sont toujours prêts à les payer, tant la demande des consommateurs est forte.

En effet, ils peuvent continuer à augmenter les prix jusqu'à ce que les consommateurs rechignent finalement au prix des nouveaux gadgets - ou jusqu'à ce que quelqu'un d'autre invente une version qui utilise moins d'étain.

Dans l'intervalle, la hausse du prix de l'étain envoie un signal puissant à l'ensemble du marché: les gens accordent une valeur plus élevée à l'étain; il est devenu rare; plus d'étain est nécessaire; et si vous utilisez de l'étain, utilisez-en moins ou cherchez une alternative moins chère.

En réponse à ce signal de prix, les mineurs tenteront d'augmenter la production de leurs mines ou exploreront de nouveaux gisements.

Les concessionnaires essaieront de déplacer leurs stocks plus rapidement, de sorte que moins de métal reste inactif dans leurs magasins-entrepôts. Les producteurs de gadgets rechercheront des moyens d'utiliser moins d'étain ou chercheront des substituts moins chers. Et d'autres inventeurs chercheront des moyens de satisfaire la demande du public avec quelque chose qui ne dépend pas de tant de métaux coûteux.

Price est donc un vaste réseau de télécommunications reliant l'ensemble de la communauté, expliquant à chacun comment répondre à la nouvelle demande.
Et pas seulement les gens sur le marché de l'étain. Si d'autres fabricants constatent qu'ils peuvent économiser de l'argent en passant de l'étain au chrome, par exemple, leur nouvelle demande de chrome verra également son prix augmenter.

Les utilisateurs de chrome chercheront à leur tour des substituts moins chers: ainsi, l'effet se poursuit, se répercutant sur tous les marchés.

Comme les consommateurs veulent un nouveau gadget qui utilise de l'étain, toute la structure de la production économique est modifiée. Et tout se passe automatiquement, en réponse aux signaux fournis par le prix. Il n'a besoin d'aucune autorité pour dire aux gens que nous devons produire plus d'étain ou de chrome, ou tout le reste, ou réduire leur utilisation. Grâce aux signaux de prix qui se propagent, les gens ajustent automatiquement leurs plans et coordonnent leurs actions pour s'adapter aux demandes et aux plans et aux actions des autres.

C'est une bonne nouvelle pour les consommateurs, car elle attire des ressources rares - comme l'étain - vers les endroits où elles sont les plus appréciées. Si les producteurs peuvent capturer des prix élevés en fournissant une ressource de valeur aux clients, alors plus de producteurs consacreront plus d'efforts à cela. Automatiquement, chaque ressource sera dirigée vers l'endroit où les consommateurs le souhaitent le plus.

De même, c'est une bonne nouvelle pour la planète, car si les gens peuvent réagir à la hausse des prix en utilisant moins de ressources rares, ils le feront: les producteurs ont tout intérêt à utiliser la combinaison d'intrants la moins chère qu'ils peuvent trouver pour créer des produits de la qualité que les consommateurs veulent acheter.

Un arrangement spontané

Cet arrangement, basé sur l'échange volontaire et les prix qui en découlent, est le processus du marché. C'est un processus extrêmement efficace, même s'il se produit tout naturellement. Il n'a pas besoin d'être pensé et conçu consciemment. Il grandit spontanément - comme le langage ou les conventions sociales - et survit parce qu'il nous est utile.
Cet ordre social spontané n'est pas parfait, bien sûr: rien d'humain n'est parfait. La structure de la production ne prend pas instantanément un nouvel équilibre simplement parce que la demande d'étain change.

Les choses prennent du temps à s'adapter et les gens font des erreurs en cours de route. Ils savent peut-être ce qui se passe près d'eux, mais ils ne peuvent pas savoir exactement ce qui se passe partout ailleurs.

Ils ne peuvent pas savoir comment tout le monde réagit aux changements, ni exactement comment ils peuvent à leur tour s'adapter au mieux à ces changements de réponses.

L'information est donc imparfaite - dispersée, fragmentaire et éphémère. Une entreprise de taxi, par exemple, doit savoir quelles voitures sont disponibles, combien de clients recherchent un moyen de transport et où ils veulent aller. Il doit anticiper les flambées de l'offre ou de la demande - comme lorsque les cinémas locaux ferment. Il a besoin de savoir tout cela non seulement de mois en mois, mais d'instant en instant.

Il n'y a aucun moyen qu'un planificateur central dans un grand pays puisse collecter toutes les informations locales nécessaires pour s'assurer qu'un taxi attend tous ceux qui en ont besoin. Il n'y a aucun moyen qu'un planificateur central dans un grand pays peut collecter toutes les informations locales nécessaires pour s'assurer qu'un taxi attend tous ceux qui ont besoin.

Et la plupart des informations requises ne sont que le sentiment profond de la population locale, qui ne peut pas être résumé par des mots et transmis aux planificateurs de toute façon - par exemple, si un match de football important à la télévision est susceptible de réduire le nombre de personnes qui veulent y aller sortir au cinéma ce soir-là.

Le marché est en mesure de répondre à ces informations personnelles dispersées, locales, incomplètes, bien mieux que tout système de planification central. En effet, étant donné le nombre de manières différentes d'allouer nos ressources, aucun planificateur central ne pourrait de toute façon faire face.

Faut-il produire de l'huile ou du vin? Un planificateur devrait savoir ce que les gens veulent et combien ils le veulent, puis décider du nombre d'arbres ou de vignes à planter, organiser des cueilleurs, fabriquer des tonneaux ou des bouteilles qui à leur tour ont besoin de métal ou de verre, organiser le transport approprié ... et cela avec seulement deux produits.

Quand il y en a des millions, la tâche est des millions de fois plus difficile. Pourtant, le processus de marché coordonne toutes ces décisions de production rapidement et facilement.

Les imperfections animent les marchés

Ce qui motive le processus de marché n'est pas un plan central, mais la vigilance des personnes qui constatent que l'offre ou la demande a changé, ou que les consommateurs ont des désirs qui ne sont pas satisfaits, ou que les produits peuvent être améliorés ou moins chers.

Leur incitation est le profit qui peut être réalisé en comblant ces lacunes que d'autres personnes n'ont pas repérées. Vous pouvez appeler ces gens des entrepreneurs. Mais nous sommes tous des entrepreneurs, essayant d'établir où nos capacités seront le mieux récompensées - que nous devions acquérir de nouvelles compétences ou changer d'emploi, par exemple.

Le profit, cependant, n'est gagné qu'en fournissant ce que les autres veulent. Lorsqu'il s'agit de décider ce que nous devons faire et ce que nous devons faire, les consommateurs ont le contrôle. Ce sont leurs votes qui comptent.

Pas leurs votes lors d'une élection - où tout un ensemble de politiques est décidé une fois toutes les quelques années. Les votes qui comptent sur le marché sont les votes en argent des consommateurs, qui fonctionnent comme un référendum quotidien sur chacun des millions de produits et services différents, révélant ceux que les consommateurs apprécient le plus et décidant lesquels seront produits.

Les entrepreneurs ne veulent pas produire des choses identiques aux autres - ils veulent distinguer leurs produits en apportant des améliorations qui attireront les clients.

C'est parce qu'ils font face à des concurrents et veulent se donner un avantage. La concurrence n'est pas un fait mort de la vie économique: c'est un processus dynamique, une procédure de découverte dans laquelle les entrepreneurs - chacun d'entre nous - essaient de savoir ce que les consommateurs veulent vraiment et combien d'argent ils sont prêts à voter pour ça.

Tirer le meilleur parti des marchés

Beaucoup de nos politiciens ont été élevés dans une économie de manuels scolaires qui a une idée de marchés «parfaits» dans lesquels tous les producteurs sont identiques, les prix restent fixes et l'offre et la demande toujours équilibrées.

Un tel monde ne pourrait jamais exister. Ce sont les imperfections mêmes du marché qui conduisent la vie économique vers une amélioration, un progrès et une efficacité constants.

Les marchés ont besoin de règles, tout comme un panier d'incendie est nécessaire pour contenir un incendie. Mais les politiciens ne devraient pas essayer d'imposer leurs propres règles, ni de «perfectionner» les marchés en intervenant avec des taxes, des subventions et des réglementations.

Les marchés sont puissants et jouer avec eux peut produire des résultats fortement contre-productifs. Les politiciens devraient donc simplement appliquer les règles qui les font fonctionner- les règles de propriété, de contrat et d'honnêteté - et profiter de la lueur chaleureuse d'une prospérité croissante.

Lectures complémentaires

Friedman, David D. [1973] (1989) Le mécanisme de la liberté: Guide du capitalisme radical (2e édition), La Salle, IL .: Audience publique.

Hayek, Friedrich A. (1945) «L'utilisation des connaissances dans la société», Revue économique américaine, 35, 4, 519-30.

Kirzner, Israël (1997) Comment fonctionnent les marchés: déséquilibre, entrepreneuriat et découverte, Londres: Institut des affaires économiques.

3. Libre-échange par Daniel Griswold

Le libre-échange peut être défini comme la liberté des individus et des entreprises d'échanger des biens et des services à travers les frontières internationales sans restriction par le gouvernement.

Dans notre vie quotidienne, cela signifie la liberté d'acheter une chemise cousue au Bangladesh, une banane cultivée en Équateur, une voiture fabriquée en Allemagne, un iPad assemblé en Chine ou un DVD produit à Hollywood.

L'argument en faveur du libre-échange commence par les droits de l'individu. Nous devrions être aussi libres de faire du commerce pour le bénéfice mutuel avec quelqu'un de l'autre côté d'une frontière ou d'un océan que nous pouvons faire du commerce avec quelqu'un de l'autre côté de la rue ou dans la prochaine ville, le comté ou l'État. Les restrictions au commerce violent notre liberté d'échanger volontairement nos propres biens avec d'autres personnes qui vivent dans un autre pays.

La division du travail

Le libre-échange permet aux nations de se spécialiser dans ce que leurs citoyens peuvent faire de mieux avec les ressources et les avantages productifs qu'ils possèdent. En raison des climats, des ressources, des histoires et des niveaux d'éducation différents, certains pays seront meilleurs que d'autres pour cultiver du blé, construire des ordinateurs, fabriquer des tissus ou offrir des vacances à la plage.

Les travailleurs et les entreprises au sein des nations ont intérêt à se spécialiser dans ce qu'ils peuvent faire de mieux et à échanger leur production excédentaire contre des biens et des services que d'autres nations sont mieux à même de produire.
Les individus s'engagent quotidiennement dans ce type de commerce. Imaginez à quel point votre famille serait pauvre si vos parents insistaient pour construire votre propre maison, fabriquer tous vos vêtements et meubles et cultiver toute votre nourriture sans rien acheter aux autres. Le résultat serait une pauvreté autosuffisante. Au lieu de cela, grâce au commerce, les gens se spécialisent dans une ligne de travail où ils peuvent être les plus productifs, puis échangent le produit de leur travail avec d'autres dans ce que les économistes appellent une «division du travail».

Comme Adam Smith, le père de l'économie moderne, l'a fait valoir, le libre-échange permet la création de plus de richesse en élargissant la taille du marché, permettant ainsi une division plus fine du travail entre et au sein des nations.

Dans son célèbre livre de 1776, The Wealth of Nations, Smith a observé:

> *«C'est la maxime de tout maître prudent d'une famille, de ne jamais essayer de faire à la maison ce qu'il lui en coûtera plus à faire qu'à acheter. Ce qui est prudence dans la conduite de chaque famille privée, peut difficilement être une folie dans celle d'un grand royaume. Si un pays étranger peut nous fournir un produit moins cher que nous ne pouvons le faire, il vaut mieux l'acheter avec une partie des produits de notre propre industrie, employés d'une manière qui nous donne un avantage. »*

Avantage comparatif

En 1817, un agent de change britannique nommé David Ricardo a développé le travail de Smith avec sa propre théorie de «l'avantage comparatif». Selon Ricardo, même si les travailleurs d'un pays peuvent tout produire plus efficacement que les travailleurs d'autres pays, ils peuvent toujours faire du commerce de manière rentable. Ce qui compte, c'est ce que ces travailleurs produisent le plus efficacement par rapport à tout ce qu'ils pourraient produire.

Donc, si les travailleurs d'un pays riche sont deux fois plus efficaces pour produire des chaussures que les travailleurs d'un pays pauvre mais cinq fois plus efficaces pour produire des puces informatiques, il sera toujours à l'avantage des deux nations pour le pays riche de se spécialiser dans les puces informatiques et importer des chaussures du pays pauvre. En se spécialisant dans leurs avantages comparatifs, les travailleurs des deux pays peuvent augmenter leur consommation des deux produits.

Concurrence et économies d'échelle

Le libre-échange permet également aux gens de bénéficier d'autres avantages importants. En produisant pour un marché mondial, les entreprises peuvent bénéficier d'économies d'échelle plus importantes.

Une fois qu'une entreprise a investi massivement dans la recherche, le développement et les machines pour produire, par exemple, des automobiles, des avions de ligne ou des logiciels, elle peut produire à un coût par article inférieur si elle en produit 100 000 à vendre dans le monde que si elle n'en produit que 1 000 à vendre localement.

La concurrence commerciale incite également les entreprises à innover dans la création de nouveaux et meilleurs produits, à réduire les coûts et à éliminer les déchets.

Pour les consommateurs, le libre-échange signifie des prix plus bas, plus de variété et une meilleure qualité. Nous sommes mieux lotis en tant que consommateurs lorsque de nombreux producteurs sont en concurrence pour notre entreprise plutôt que quelques-uns ou un monopole.

La concurrence des importations signifie que nous payons des prix inférieurs et bénéficions de choix plus larges pour des articles tels que les vêtements, la nourriture et l'électronique grand public que si nous étions limités aux seuls producteurs locaux.

Protectionnisme

L'opposé du libre-échange est souvent appelé protectionnisme, la pratique des gouvernements de «protéger» certains producteurs nationaux de la concurrence mondiale par le biais de tarifs, de quotas ou d'autres réglementations. Un tarif est une taxe directe imposée sur les importations, soit un pourcentage de la valeur, soit un certain montant par article.

Un quota est une restriction numérique sur la quantité d'un article qui peut être importé. D'autres restrictions commerciales prennent la forme de réglementations conçues pour empêcher indirectement les importations par le biais de ce qu'on appelle des barrières non tarifaires.

Presque tous les gouvernements s'engagent dans le protectionnisme d'une sorte ou d'une autre. Il n'est pas rare que les politiciens ignorent les avantages plus importants du libre-échange pour la nation dans son ensemble afin de bénéficier à un producteur ou une industrie spécifique qui veut se protéger de sa concurrence étrangère. Les industries en quête de protection sont généralement bien organisées et très motivées et sont donc mieux à même d'influencer le système politique.

Le résultat de la protection est que les consommateurs paient des prix plus élevés, les ressources du pays sont utilisées de manière moins productive et le niveau de vie global est inférieur à ce qu'il serait si les échanges étaient libres.

Les nations occidentales ont appris une dure leçon dans les années 1930 sur les dangers du protectionnisme. Un ralentissement économique en 1929 a incité les États-Unis, la Grande-Bretagne et d'autres gouvernements à augmenter les tarifs censés protéger les emplois. Mais la hausse des barrières commerciales a incité d'autres pays à riposter, le niveau des échanges a chuté et la Grande Dépression s'est aggravée et prolongée.

Les historiens pensent que les tensions internationales causées par la guerre économique ont contribué au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale.

Les événements de cette époque ont confirmé le dicton attribué à l'économiste politique français du XIXe siècle, Frédéric Bastiat: « Lorsque les marchandises ne peuvent pas traverser les frontières, les armées le feront. »

Le mouvement vers le libre-échange

Après les ravages de la dépression et de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis, la Grande-Bretagne et une vingtaine d'autres pays ont signé l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce. L'accord engageait les membres à abaisser les barrières commerciales et à les réduire, et à appliquer les taux de droits de manière égale aux autres pays.

À la demande pressante des États-Unis, les pays d'Europe occidentale ont convenu d'éliminer la plupart des obstacles au commerce entre eux. Le marché commun a non seulement aidé l'Europe à se reconstruire après la guerre, mais a également contribué au maintien de la paix en encourageant la coopération économique. Le GATT est devenu l'OMC en 1995 et compte maintenant plus de 150 membres.

Au cours des 50 dernières années, le mouvement vers le libre-échange a dépassé les pays développés d'Europe occidentale, d'Amérique du Nord et du Japon. Grâce à leur engagement dans l'économie mondiale, les «tigres» de l'Asie de l'Est - la Corée du Sud, Taïwan, Singapour et Hong Kong - se sont transformés de pays pauvres en pays riches.

À partir des années 1970, la Chine continentale, le Chili et quelques autres pays moins développés ont commencé à abaisser leurs barrières commerciales auparavant élevées, ont accueilli favorablement les investissements étrangers et ont considérablement accru leurs échanges avec le reste du monde.

L'effondrement du communisme mondial avec le mur de Berlin en 1989 a provoqué la désillusion du protectionnisme comme outil de développement. Depuis lors, de plus en plus de pays ont cherché à abaisser leurs propres barrières commerciales et à participer à l'économie mondiale.

Hausse du niveau de vie

Aujourd'hui, les preuves à l'appui du libre-échange se multiplient. Les pays qui se sont ouverts au commerce et à l'investissement croissent généralement plus rapidement et réalisent des revenus par tête plus élevés que les pays qui restent fermés.
Le territoire de Hong Kong, par exemple, pratique le libre-échange depuis les années 1960. Autrefois un avant-poste pauvre de l'Empire britannique, c'est aujourd'hui l'une des villes les plus riches du monde, en grande partie parce que ses habitants peuvent acheter, vendre et investir librement sur les marchés mondiaux.
En revanche, bon nombre des pays les plus pauvres du monde, comme la Corée du Nord, la Birmanie et de nombreux pays africains, sont les plus fermés au commerce.

La propagation du commerce et de la mondialisation au cours des trios denières décennies a été l'une des principales raisons de la réduction de la pauvreté dans le monde . Depuis le debut des années 80, la part de la population mondiale vivant avec moins de l'équivalent de 1.50$(US)par jour a chuté de plus de la moitié, passant de 52% à 25%,selon la banque mondiale.

Les progrès contre la pauvreté ont été les plus spectaculaires dans les pays qui ont le plus ouvertement ouvert leurs économies au reste du monde, comme la Chine, le Vietnam et le Chili.

De meilleures conditions et plus de coopération

Les détracteurs du commerce indiqueront parfois que les mauvaises conditions de travail dans les pays moins développés sont une raisons pour laquelle nous ne devrions pas acheter leurs produits. Mais leurs critiques ne tiennent pas compte du fait que le commerce est l'un des produits moteurs de l'amélioration des conditions dans ces mêmes pays.

Notre monde plus ouvert n'est pas engagé dans une «course vers le bas», mais dans une augmentation des revenus et des normes.

Au cours de la récente ère d'expansion du commerce, le monde a également connu une augmentation de l'espérance de vie et des taux d'alphabétisation dans les pays en développement ainsi qu'une baisse des taux de mortalité infantile, de malnutrition et de travail des enfants.

Les nouvelles technologies ont changé la nature du commerce, même si les théories économiques à l'appui restent inchangées. Près de la moitié des marchandises échangées entre les nations sont désormais transportées par avion plutôt que par bateau, par route ou par rail. Beaucoup de marchandises échangées par voie maritime sont expédiées dans des conteneurs standards, qui peuvent être plus facilement chargés et déchargés dans les ports océaniques et transférés vers des camions ou des trains.

La diffusion d'Internet et des communications par satellite a stimulé la croissance des sociétés multinationales, qui coordonnent les activités des filiales situées dans plusieurs pays.

En conséquence, de nombreux produits sont désormais fabriqués grâce à la coopération de travailleurs de nombreux pays différents. Un avion d
automobile peut être conçu dans un pays, assemblé dans un autre et contenir des pièces fabriquées par des travailleurs dans des dizaines d'autres pays.

Un iPad acheté par un adolescent aux États-Unis ou en Europe portera la mention «Assemblé en Chine», mais il a été conçu et fabriqué en Californie. Une société américaine a fourni les puces de traitement, une société coréenne la puce de mémoire et des sociétés japonaises le disque dur et l'écran d'affichage.

Tolérance et compréhension

Parallèlement aux avantages économiques, le commerce encourage également la tolérance et la compréhension entre les individus. Le commerce et la mondialisation nous apprennent à voir les gens dans d'autres pays non pas aussi mystérieux et menaçants, mais en tant que clients, fournisseurs et collaborateurs potentiels.

Le commerce facilite la communication. Non seulement les biens et services traversent les frontières, mais aussi les idées et les personnes, qui nouent ensuite des relations qui tendent à briser les préjugés traditionnels.

Historiquement, les villes et les pays à la pointe du commerce international étaient également parmi les sociétés les plus ouvertes et les plus tolérantes de leur époque. Venise dans les années 1400 et la République néerlandaise dans les années 1600 étaient les principaux centres commerciaux de leur époque.
Ils accordaient chacun liberté et protection juridique aux juifs et aux dissidents religieux. Leurs citoyens ont appris à accueillir des personnes de religions et de races différentes parce que l'intolérance était, entre autres défauts, mauvaise pour les affaires. Aujourd'hui, les sociétés ouvertes au commerce sont plus susceptibles d'être ouvertes à la liberté de religion et de parole.

Commerce et liberté

En fin de compte, l'argument en faveur du libre-échange se résume à celui de la justice fondamentale. Si un individu veut échanger ce qu'il a produit contre quelque chose qu'une personne ou un groupe de personnes dans un autre pays a produit, le gouvernement ne devrait pas intervenir.
Utiliser le pouvoir du gouvernement pour interdire une transaction qui profite aux deux parties impliquées, c'est violer la souveraineté des individus libres.
Les barrières commerciales privent les gens des fruits légitimes de leur propre travail, distribuant le butin à d'autres personnes sans aucune prétention morale à la richesse confisquée autre que le pouvoir politique.

Lectures complémentaires

Griswold, Daniel (2009) Furieux sur le commerce: Pourquoi Main Street America devrait embrasser la mondialisation, Washington DC.: Institut Cato.
Bastiat, Frédéric (1848) «Sur la balance commerciale», «Une pétition»,et autres essais dans Sophismes économiques.
Irwin, Douglas (2009)Libre-échange sous Feu (3e édition),Princeton, NJ: Princeton University Press.

Norberg, Johan (2003) À la défense du capitalisme mondial, Washington, D.C .: Institut Cato.
Roberts, Russell (2006) Le choix: une fable du libre-échange et Protection (3e édition), Rivière Upper Saddle, N.J.:Pearson/ Prentice Hall.
Smith, Adam (1776)Une enquête sur la nature et les causes de la richesse des nations, en particulier le livre IV, diverses éditions.

4. Fiscalité et dépenses publiques

par Daniel J. Mitchell

Lorsque des nations comme le Royaume-Uni sont devenues prospères, le gouvernement était très petit. Tout au long des années 1800, les dépenses du secteur public ne représentaient qu'environ 10% de la production économique, non seulement en Grande-Bretagne, mais aussi dans d'autres pays occidentaux à croissance rapide. Cela signifiait de faibles impôts. En effet, la plupart des pays d'Europe et d'Amérique du Nord n'avaient pas d'impôt sur le revenu il y a environ 100 ans.

Aujourd'hui, en revanche, les gouvernements sont beaucoup plus grands. Au Royaume-Uni, les dépenses du secteur public consomment désormais environ 50% de la production économique. Les impôts ont également grimpé en flèche, mais pas aussi vite que les dépenses. C'est pourquoi la Grande-Bretagne - comme la plupart des autres nations - a d'énormes dettes.

Un gouvernement plus grand est-il bon pour l'économie? Chaque bit de dépenses du gouvernement se retrouve dans la poche de quelqu'un, il semble donc parfois que le gouvernement est un grand père Noël qui fournit des choses comme les routes et les soins de santé.

D'autres se contentent de regarder les impôts (et les emprunts) qui paient les dépenses publiques et concluent que le gouvernement prend l'argent des gens et constitue un obstacle à la croissance.

Mais c'est une erreur de ne regarder qu'un côté de l'équation. Il est important d'examiner les coûts et les avantages des taxes et des dépenses. Cela rend l'analyse un peu compliquée. Les dépenses publiques peuvent être bonnes ou mauvaises pour la performance économique, selon à la fois comment l'argent est dépensé et comment il est collecté.

La recherche économique suggère cependant que le gouvernement est beaucoup trop grand dans tous les pays industrialisés. Lorsque le secteur public est trop important, les économistes affirment que le travail et le capital sont mal affectés, ce qui est une façon plus compliquée de dire que l'argent est détourné d'utilisations plus productives.

Un gouvernement important signifie également que la pression fiscale est plus susceptible d'être excessive, ce qui signifie des taux d'imposition élevés qui découragent le travail, l'épargne, l'investissement et l'entrepreneuriat. Les grands secteurs publics sont également financés par l'emprunt, qui détourne de l'argent du secteur privé.

Toutes ces choses dépenses, impôts et emprunts - pèsent sur l'économie. Cela signifie une croissance plus faible, un chômage plus élevé et une compétitivité moindre.

Moins de gouvernement mais aussi un gouvernement plus intelligent

Cela ne signifie pas que toutes les dépenses publiques sont mauvaises pour l'économie ou qu'il ne devrait pas y avoir d'impôts.
Les dépenses du secteur public, par exemple, peuvent être bénéfiques ou néfastes.

Les dépenses en «biens publics» tels que la protection de la police peuvent aider une économie à prospérer en créant les conditions nécessaires au fonctionnement des marchés. Les «dépenses en capital» sur les routes et les écoles peuvent également générer des avantages si elles sont effectuées correctement. C'est la bonne nouvelle.

La mauvaise nouvelle est que les performances économiques sont compromises par les «dépenses de transfert» pour des choses comme les prestations sociales et les «dépenses de consommation» pour des choses comme les soins de santé. Malheureusement, la plupart des dépenses publiques sont aujourd'hui consacrées aux transferts et à la consommation.

Bonne politique fiscale

La même analyse s'applique à la fiscalité. Les impôts ne sont sans doute jamais bons pour la croissance, par exemple, mais certains impôts font plus de dégâts que d'autres.

La règle simple pour les économistes est que le gouvernement devrait augmenter ses revenus d'une manière qui minimise l'impact négatif sur l'économie. Ces trois principes simples sont un bon guide:

- **Des taux d'imposition élevés sont plus dommageables que des taux d'imposition faibles**
  - Les politiciens disent souvent qu'ils veulent des taxes plus élevées sur des choses comme le tabac parce qu'ils veulent décourager le tabagisme. Mettant de côté si le gouvernement devrait essayer de contrôler la vie des gens, les politiciens ont raison sur l'impact économique.

La fiscalité est un moyen efficace de décourager les comportements et les taux d'imposition élevés sont évidemment plus préjudiciables que les taux d'imposition bas. La même analyse s'applique aux taxes sur le travail, l'esprit d'entreprise et d'autres formes de comportement productif.

Mais comme la croissance économique ne se produit que lorsque plus de personnes gagnent plus de revenus, cela signifie qu'il est très important de maintenir des taux d'imposition bas, en particulier pour l'impôt sur le revenu des particuliers et l'impôt sur le revenu des sociétés.

- **Les taxes supplémentaires sur l'épargne et l'investissement sont très coûteuses-** Chaque théorie économique convient que l'épargne et l'investissement aujourd'hui sont nécessaires pour avoir plus de prospérité à l'avenir. Pourtant, de nombreux gouvernements imposent des couches supplémentaires d'impôt sur les revenus qui sont épargnés et investis, ce qu'on appelle parfois la «double imposition». Les impôts sur les dividendes, les intérêts et les gains en capital, ainsi que les impôts sur la fortune et les droits de succession, rendent les économies et les investissements beaucoup moins attrayants. Cela signifie que le taux d'imposition sur le revenu épargné et investi est beaucoup plus élevé que le taux d'imposition sur le revenu consommé. Sans surprise, les gens réagissent avec plus de consommation et moins d'épargne et d'investissement. Cela nuit aux performances économiques à long terme.

- Des échappatoires fiscales spéciales récompensent l'inefficacité économique - De nombreux régimes fiscaux sont criblés de crédits, de déductions, d'abris, d'exclusions, d'échappatoires et d'autres dispositions spéciales. Celles-ci créent de la complexité et permettent la corruption, mais elles ont également de graves conséquences économiques. Dans un marché normal, les gens sont récompensés pour avoir fait des investissements qui génèrent le plus de richesse (mieux vaut obtenir un «taux de rendement» de 10% au lieu d'un «taux de rendement» de 5%). Mais si le système fiscal discrimine en faveur de certaines activités, cela incite les entrepreneurs et les investisseurs à investir dans des projets qui génèrent des avantages fiscaux plutôt qu'à investir dans des projets qui produisent de la croissance.

Pour stimuler la prospérité, les politiciens devraient concevoir des régimes fiscaux qui reconnaissent ces trois principes. L'impôt uniforme serait une bonne approche, et ce système fiscal simple et équitable a amélioré la croissance en Europe de l'Est. Mais la taxe forfaitaire est bonne parce qu'elle signifie généralement un taux d'imposition bas, et non parce qu'il existe un taux d'imposition «uniforme».

Jusqu'à récemment, l'Islande avait un impôt uniforme, mais le taux était de près de 37%. Des nations comme Singapour, qui a un système fiscal «progressif» avec un taux maximum de 20%, ont des régimes fiscaux bien meilleurs.

Analyser les coûts et les avantages

Pour déterminer si différents types de dépenses publiques sont bonnes ou mauvaises pour l'économie, il faut analyser les coûts et les avantages. L'ensemble de questions suivant peut être considéré comme [illegible] programmes gouvernementaux. Si toutes les réponses sont positives, alors ce programme ou cette activité particulière a un impact positif sur la performance économique.

1. **Le programme ou l'activité produit-il des avantages?**

   Toutes les dépenses du gouvernement se retrouvent dans la poche de quelqu'un, il y a donc un avantage au sens étroit. Mais la question pertinente est de savoir si un programme ou une activité génère des avantages pour la société en général.
   Dans certains cas, comme une nouvelle route dans une zone encombrée, il peut y avoir des avantages importants.
   Dans d'autres cas, comme une prestation sociale qui subventionne le chômage, il y a un impact négatif sur la société.

2. **Si un programme ou une activité génère des avantages, ces avantages sont-ils plus importants que ceux qui en résulteraient si l'argent était laissé dans le secteur privé?**

   À tout moment, la quantité de travail et de capital disponible dans une économie est limitée. Si les dépenses publiques font que ces ressources sont utilisées pour quelque chose ayant une valeur économique relativement faible, comme la construction

d'un parc éolien, ces mêmes ressources ne seront pas disponibles pour le secteur productif de l'économie.

Et si les avantages du parc éolien sont inférieurs à la production supplémentaire que le secteur privé aurait produite, alors l'effet net des dépenses publiques serait négatif.

3. **Si un programme ou une activité génère des avantages supérieurs à ceux générés par le secteur privé, sont-ils suffisamment importants pour compenser les effets néfastes de la fiscalité ou des emprunts?**

   Enfin et surtout, il est important de mesurer le mode de financement des dépenses publiques. Les dépenses du secteur public ne sont favorables à la croissance que si l'avantage net est suffisamment important pour compenser les dommages économiques causés par la fiscalité (ou l'emprunt). La réponse, bien sûr, dépend de la taxe et de la manière dont elle est perçue. Par exemple, même des formes très importantes et efficaces de dépenses publiques peuvent être négatives si elles sont financées par des taux d'imposition plus élevés sur le revenu des particuliers. Mais ces mêmes types de dépenses du secteur public pourraient être économiquement justifiables s'ils étaient financés par une taxe à faible taux sur la consommation.

Le test en trois parties est évidemment simplifié. Dans de nombreux cas, les dommages économiques de l'activité gouvernementale vont au-delà de l'impact du détournement des ressources du secteur privé et du coût de l'augmentation des revenus.

Certaines réglementations gouvernementales, par exemple, imposent des coûts élevés au secteur privé.
De même, les programmes de subvention de l'éducation, des soins de santé, du logemen
généralement les incitations à épargner. Cela a un impact négatif sur la performance économique au-delà des effets discutés ci-dessus.

Un autre problème est la mesure dans laquelle l'activité gouvernementale encourage la mauvaise affectation des ressources privées. De nombreuses industries affectent désormais certaines de leurs personnes les plus compétentes à des tâches telles que le respect des règles gouvernementales et le lobbying pour obtenir les faveurs du gouvernement (ou, plus honorablement, le lobbying contre l'intervention du gouvernement). L'économie du pays serait certainement plus prospère si ces personnes pouvaient utiliser leurs compétences de manière productive.

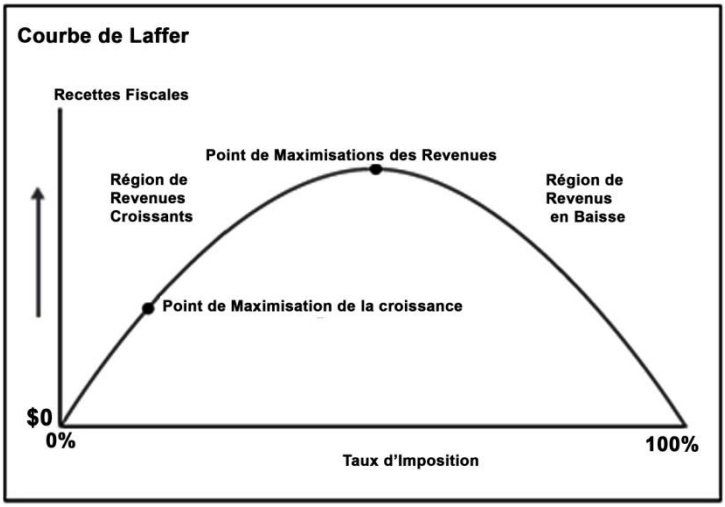
La courbe de Laffer

La brève analyse ci-dessus fournit un cadre utile pour comprendre le rôle de la fiscalité et des dépenses publiques. Cependant, il y a trois autres questions de politique qui méritent une brève mention, à commencer par la courbe de Laffer.

La plupart des politiciens supposent naïvement qu'il existe une relation automatique et fixe entre les taux d'imposition et les recettes fiscales, de sorte qu'ils pensent qu'ils peuvent doubler les recettes fiscales s'ils doublent les taux d'imposition.

Il s'agit d'une approche erronée, car elle ne tient pas compte du fait que les contribuables peuvent modifier leur comportement en réponse à de nouvelles incitations.

La courbe de Laffer montre que le gouvernement ne percevra aucun revenu à un taux d'imposition nul, mais qu'il percevra également zéro (ou très peu) de revenus lorsque le taux d'imposition est de 100%.



Après tout, peu de gens produiront si le gouvernement saisit tous leurs revenus. Le taux d'imposition maximisant les recettes se situe évidemment entre 0% et 100%.

Un point clé est que le taux d'imposition qui maximise la croissance est inférieur au taux d'imposition qui maximise les revenus. La recherche économique montre que le taux d'imposition à long terme maximisant les recettes est probablement d'environ 30%.

Le taux d'imposition maximisant la croissance, en revanche, sera beaucoup plus bas. (Toute taxe sera mauvaise pour la croissance, mais comme indiqué dans la discussion ci-dessus, certaines taxes sont nécessaires pour financer les biens publics et d'autres formes de dépenses favorables à la croissance).

Stimulation keynésienne

Pendant les années 1930, l'économiste John Maynard Keynes a soutenu qu'une économie faible pourrait être stimulée si le gouvernement empruntait de l'argent et le dépensait.

Selon la théorie, ces nouvelles dépenses mettraient de l'argent dans les poches des gens et les destinataires des fonds dépenseraient alors l'argent et stimuleraient l'économie au fur et à mesure que l'argent liquide commencerait à circuler.

Les keynésiens ont également déclaré que certaines baisses d'impôts pourraient avoir le même impact étant donné que le but est que le gouvernement emprunte et remette l'argent entre les mains de ceux qui le dépenseront.

Les idées keynésiennes ont une erreur logique plutôt flagrante. Ils ignorent le fait que, dans le monde réel, le gouvernement ne peut pas injecter de l'argent dans l'économie sans en retirer au préalable l'argent.

Tout argent que le gouvernement met dans la poche droite de l'économie est de l'argent qui est d'abord retiré de la poche gauche de l'économie.

Il n'y a pas de relance économique puisque chaque dollar dépensé pour un plan de relance est un dollar que le gouvernement doit d'abord emprunter sur les marchés du crédit privé. Le keynésianisme n'augmente pas le revenu national, il le redistribue simplement.

Les preuves du monde réel indiquent également que le stimulus keynésien ne fonctionne pas. Les présidents Hoover et Roosevelt ont essayé la politique dans les années 1930 et cela n'a pas fonctionné. Le Japon a essayé la politique dans les années 90 et cela n'a pas fonctionné. Et cela n'a pas fonctionné cette décennie pour les politiciens de nombreux pays, dont le Royaume-Uni et les États-Unis.

La courbe Rahn

Tout comme il existe une courbe de Laffer indiquant le taux d'imposition qui maximise les revenus, il existe également une courbe de Rahn qui cherche à identifier le niveau de dépenses publiques qui maximise la croissance.

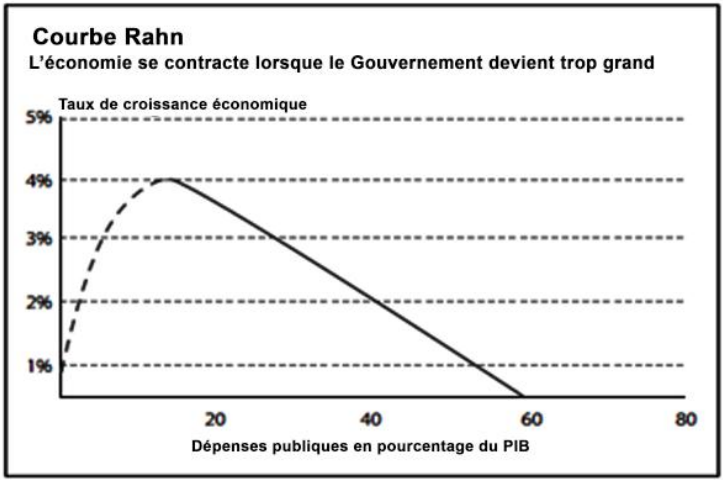
La courbe de Rahn est basée sur l'idée qu'il y a très peu de croissance économique ou d'activité lorsqu'il n'y a pas de gouvernement. Mais alors que le gouvernement commence à dépenser de l'argent et à fournir des institutions et des biens publics sains, cela permet à une économie de marché de croître et de prospérer.

À un certain moment, cependant, les gouvernements commencent à dépenser de l'argent pour des programmes de transfert et des programmes de consommation. Ces types de dépenses ont tendance à compromettre les performances économiques. Il peut également être vrai que les dépenses de toutes sortes deviennent moins efficaces à mesure que le gouvernement augmente.

Les recherches suggèrent que le niveau de gouvernement qui maximise la croissance pourrait représenter environ 20% de la production économique, ou peut-être même moins selon des données historiques à long terme. C'est bien en deçà du niveau des dépenses dans les pays d'Amérique du Nord et d'Europe.

Courbe Rahn

L'économie se contracte lorsque le gouvernement devient trop grand



Conclusion: les économies à fiscalité élevée seront perdantes

Les dépenses publiques représentent une part importante de presque toutes les économies avancées. Il existe quelques petites économies publiques, comme Hong Kong. Mais de nombreux pays - en particulier en Europe - ont maintenant de très grands gouvernements. Même les États-Unis sont devenus plus semblables à l'Europe sous Bush et Obama.

Les preuves indiquent que cette transition vers un gouvernement plus grand a de graves conséquences économiques. Une charge gouvernementale plus importante détourne les ressources du secteur productif de l'économie et se traduit par un régime fiscal plus coûteux. Dans une économie mondiale compétitive, les pays ayant des dépenses excessives et des impôts élevés perdront des emplois et des investissements au profit de pays ayant des niveaux de dépenses plus responsables et des impôts bas.

Lectures complémentaires

Edwards, Chris et Daniel J. Mitchell (2008) Révolution fiscale mondiale: la montée de la concurrence fiscale et la bataille pour la défendre, Washington D.C. : Institut Cato.

Heath, Allister (2006) Taxe forfaitaire: vers un modèle britannique,Londres: Réseau de Stockholm. En ligne à: http://www.stockholm-network.org/Publications

Smith, David B. (2006) Vivre avec le Léviathan: dépenses publiques, impôts et performance économique, Londres: Institut des affaires économiques. En ligne à: http://www.iea.org.uk/record.jsp?ID=394&type=book

5. Droits de propriété par Karol Boudreau

La sécurisation des droits de propriété joue un rôle essentiel dans la promotion de la croissance, la réduction de la pauvreté et la conservation des ressources rares. Les droits de propriété incitent les gens à créer, à innover et à commercer volontairement avec les autres. Ils nous donnent une raison de conserver et d'entretenir les choses et ils nous aident également à nous protéger des autres.

Parce qu'ils jouent ces rôles, les droits de propriété font partie de la fondation qui soutient une société libre et prospère. Une autre façon de penser les droits de propriété est qu'ils font partie de la colle qui unit les sociétés.

Quels sont les droits de propriété?

Les droits de propriété sont des règles qui ont été développées pour aider à résoudre les problèmes. Tout comme les gens établissent des règles pour faciliter la circulation et éviter les collisions, les gens ont, au fil du temps, créé des règles sur les personnes qui peuvent utiliser différents types de biens, comment ils peuvent utiliser les biens et comment ils peuvent ou ne peuvent pas transférer ces biens.

Les droits de propriété encouragent les gens à se comporter de manière particulière (par exemple, "mieux remplacer ce toit qui fuit, sinon la maison sera détruite. »). Et ils font savoir aux gens ce qui leur arrivera s'ils enfreignent les règles (par exemple, «si vous coupez le verger de votre voisin sans sa permission, vous devrez le payer.»)

Ces règles peuvent être formelles et exprimées dans la loi et les règlements, ou elles peuvent être informelles, non écrites et faire partie des normes sociales qu'une société suit.

Les deux types de droits de propriété existent simultanément - des droits formels censés être appliqués équitablement par le gouvernement et des droits informels censés être appliqués par la pression sociale.

Tant que les gens respectent les règles, les droits de propriété formels et informels peuvent travailler efficacement pour promouvoir la croissance, la conservation et la liberté individuelle.

Plus précisément, si vous possédez quelque chose, vous disposez normalement d'un certain nombre de droits associés à la chose. En règle générale, vous pouvez:

- Utiliser ou ne pas utiliser votre propriété
- Profiter de l'utilisation de la propriété (vendre les pommes qui poussent dans votre verger)
- Permettre à d'autres d'utiliser votre propriété (par exemple, en la louant en dehors)
- Vendre votre bien ou le donner (via héritage ou don)
- Gardez les personnes indésirables hors de votre propriété

Nous pouvons avoir ces droits dans une variété de choses:

- Biens immobiliers - cela signifie des terres et des choses, comme des maisons et des usines, qui sont attachées à la terre.

- Les biens personnels - cela signifie les objets que nous possédons qui sont mobiles, comme votre téléphone portable, vos vêtements, vos bijoux.
- Propriété intellectuelle - ce type de propriété est souvent le résultat d'efforts créatifs ou artistiques, comme une nouvelle invention ou un morceau de musique. Les brevets et les droits d'auteur sont des types de propriété intellectuelle.

Et enfin, ces droits peuvent être «détenus» par différentes personnes ou groupes:

- Par des individus, des organisations (partenariats ou sociétés) ou par des groupes d'individus (c'est la propriété communale)
- Par le gouvernement (un exemple est le parc national ou, dans de nombreux cas, le terrain sur lequel les écoles publiques sont construites)
- Parfois, personne ne détient de droits de propriété sur une chose ou une zone. Dans ces cas, la zone ou la chose est connue comme une ressource en accès libre (l'exemple le plus clair est la haute mer, qui n'appartient à personne, à aucun groupe ou gouvernement).

Pourquoi les droits de propriété fonctionnent-ils?

Les droits de propriété fonctionnent parce qu'ils incitent les gens à se comporter de manière particulière. Lorsque les personnes détiennent des droits de propriété sûrs, elles sont plus susceptibles d'investir et d'améliorer, de protéger et de conserver et d'entretenir leur propriété que si elles détiennent des droits limités ou inexistants sur la propriété.

L'amélioration, la protection et la conservation des propriétés sont coûteuses. Les gens vont au temps et aux efforts pour faire ces choses lorsque leurs droits de propriété sont garantis. Si ces droits ne sont pas défendus par une autorité, les gens passeront beaucoup moins de temps et d'efforts à protéger leur propriété.

Si la maison est en ruine, vous ne pourrez pas en tirer autant de bénéfices lorsque vous la vendrez ou vous la trouverez moins agréable à vivre - de toute façon, vous perdrez un certain coût de l'inaction. La propriété crée des incitations à maintenir et à conserver, car vos efforts sont directement liés à un avantage que vous récoltez.

Bien sûr, tous les propriétaires ne peuvent pas réparer ou conserver leur propriété en tout temps. À tout moment, une personne peut manquer de fonds pour effectuer les réparations nécessaires. Cependant, la tendance générale sera de prendre soin de ce que vous possédez car, de votre point de vue, c'est une chose intelligente à faire. En prenant soin de votre propriété aujourd'hui, vous avez tout à gagner à l'avenir.

Promouvoir le commerce et la croissance économique

Lorsque les gens ont des droits de propriété sûrs, ils commercent avec d'autres personnes. Sans droits de propriété, le commerce est difficile, voire impossible, et les possibilités de bénéficier du commerce sont donc limités.

Une autre façon de penser à cela est que les droits de propriété permettent aux gens d'allouer des ressources rares: par exemple, leur temps de travail limité et d'autres ressources précieuses.

Si les sociétés ont généralement accepté des règles sur la façon d'allouer des ressources rares, elles ont moins de conflits liés à l'utilisation des ressources. De cette façon, des règles de propriété claires favorisent la paix.

Mais aussi, lorsque les gens contrôlent leur travail et d'autres ressources, ils décident comment utiliser ces choses précieuses: une autorité ne leur ordonne pas de faire telle ou telle chose. Cela responsabilise les individus et leur permet de saisir les opportunités qu'ils trouvent attrayantes. Cela les incite également à faire des choses que d'autres apprécieront.

Par exemple, imaginez que vous aimez la pâtisserie. Si vous possédez (contrôlez) votre travail et êtes en mesure d'économiser de l'argent pour louer un espace, vous pouvez ouvrir une boulangerie. Vous utilisez votre travail et votre capital à la poursuite d'une passion, et dans le processus, vous échangez ce que vous faites et ce que vous produisez contre ce que les autres ont (argent pour acheter vos gâteaux et pâtisseries, espace à louer, etc.).

Grâce aux divers métiers, les gens sont mieux lotis: vous construisez votre entreprise, le propriétaire utilise sa propriété de manière rentable; le consommateur a un gâteau qu'elle veut. Les milliards et les milliards de transactions qui ont lieu chaque jour dans le monde sont basés sur des personnes ayant des choses à échanger.

Des preuves solides existent pour soutenir l'affirmation selon laquelle les gens qui font plus de commerce sont plus prospères. Dans les pays où les gens sont libres d'échanger leurs talents, leurs biens et leurs services avec d'autres personnes, le niveau de vie augmente et les gens, en moyenne, vivent plus longtemps et en meilleure santé.

Un commerce accru est la clé de la croissance économique et de la réduction de la pauvreté. Le commerce dépend des droits de propriété.

La protection de l'environnement

Parce que les droits de propriété incitent les gens à conserver et à entretenir les choses, les droits de propriété jouent un rôle vital dans la protection de l'environnement. Un exemple en Afrique peut éclairer cette connexion.

Avant 1990, le gouvernement d'apartheid d'Afrique du Sud, qui traitait les Noirs et les Blancs différemment, dirigeait le pays voisin, la Namibie. Le gouvernement contrôlait non seulement le peuple namibien mais aussi la faune sauvage du pays - à l'exception, par exemple, de la faune sauvage trouvée sur des terres appartenant à des fermiers blancs.

Sur toutes les autres terres, le gouvernement «possédait» des animaux sauvages. Cela a rendu extrêmement difficile pour les Namibiens noirs de chasser légalement. Les populations locales avaient peu d'occasions de bénéficier légalement de la faune, mais elles en subissaient des coûts (les éléphants piétinent et mangent les cultures, les antilopes paissent dans les zones où les chèvres et les bovins peuvent paître et les prédateurs attaquent le bétail). Cela a fortement incité à braconner les éléphants, les koudous, les oryx, les rhinocéros et à tuer les prédateurs, tels que les lions et les léopards.

Les fermiers blancs avaient-ils les mêmes incitations et se comportaient-ils de la même manière? Ils n'ont pas; au lieu de cela, ils ont clôturé leurs terres, enfermant volontairement la faune. Beaucoup ont cessé d'élever du bétail et ouvert des parcs à gibier privés. Ils avaient un moyen de bénéficier légalement de la faune.

En 1990, un nouveau gouvernement indépendant a pris le contrôle de la Namibie. Ce gouvernement a finalement changé les règles de propriété dans le pays et a donné le droit de gérer et de bénéficier de l'utilisation de la faune aux communautés locales. Depuis le début de la politique, en 1997, plus de 50 communautés se sont formées pour gérer la faune et profiter de l'utilisation de ces ressources.

Le braconnage sur ces terres communautaires a pratiquement disparu car les populations locales bénéficient désormais directement de la faune. Ils construisent des lodges touristiques qui créent des emplois pour les habitants et qui génèrent des revenus; ils chassent certains animaux pour leur propre usage; ils vendent des animaux vivants à d'autres parcs à gibier dans d'autres pays et, dans certains cas, ils permettent la chasse aux trophées.

Toutes ces activités créent des avantages pour la population locale et tous les avantages sont liés aux animaux. Les populations locales protègent et conservent désormais les animaux au lieu de les braconner.

Un moyen efficace de protéger l'environnement consiste à accorder des droits de propriété sur les ressources environnementales aux personnes qui bénéficieront de la protection des ressources.

Autonomiser les individus

Toutefois, le rôle le plus important que peut jouer la protection des droits de propriété est peut-être de promouvoir l'épanouissement humain. Lorsque des individus ou des groupes d'individus sont en mesure de décider comment utiliser leurs ressources, les individus sont autorisés à poursuivre leurs talents uniques et à s'épanouir d'une manière qu'ils trouvent utile.
D'un autre côté, lorsque les autorités (publiques ou traditionnelles) contrôlent la propriété, elles limitent souvent la capacité de certains groupes de la société à utiliser les ressources ou à poursuivre certaines carrières ou opportunités.

En d'autres termes, les droits de propriété sont souvent limités pour limiter les opportunités économiques et autres pour les groupes minoritaires, pour les opposants politiques, pour tout groupe défavorisé. Il s'agit d'un problème et d'une préoccupation particuliers pour les femmes dans de nombreuses sociétés. Ils sont confrontés à une discrimination importante en termes de possession, d'héritage ou de contrôle de la terre et d'autres ressources.

La clé de la liberté et de la prospérité

Pour toutes ces raisons, la sécurisation des droits de propriété est une institution clé pour libérer la prospérité et l'épanouissement humain. Ils promeuvent le commerce et l'allocation pacifique de ressources rares. Ils contribuent à réduire la pauvreté. Ils incitent les gens à prendre soin des ressources naturelles et à les entretenir, et donnent aux gens les moyens de poursuivre leurs talents et leurs capacités uniques.

Sans ces droits, les sociétés sont plus pauvres, plus sujettes aux conflits et moins capables de fournir des débouchés aux capacités créatives uniques des citoyens. Les droits de propriété sont véritablement les éléments constitutifs d'une société libre et prospère.

Lectures complémentaires

Anderson, Terry L. et Fred S. McChesney (2003) Droits de propriété: coopération, conflit et droit, Princeton, NJ: La presse de l'Université Princeton.

Bethell, Tom (1999) Le triomphe le plus noble:la propriété et la prospérité à travers les âges, New York: Palgrave Macmillan.

Libecap, Gary D. (2008) Contrats de droits de propriété, Cambridge: La presse de l'Université de Cambridge.
Pipes, Richard (1999) Propriété et liberté, New York: Alfred A. Knopf.

Ostrom, Elinor (1990)Gouverner les Communes:L'évolution des institutions d'action collective,Cambridge:La presse de l'Universite de Cambridge.

6. Pourquoi le gouvernement échoue

Par Peter J. Boettke et Douglas B. Rogers

Il existe une vieille histoire que de nombreux économistes utilisent pour organiser la discussion sur la façon dont le marché fonctionne par rapport à la politique gouvernementale. Un empereur romain est invité à juger un concours entre deux chanteurs. Après avoir entendu le premier candidat chanter, l'empereur remet le prix au deuxième chanteur sous l'hypothèse que le deuxième ne peut sûrement pas être pire que le premier.

Quel est le problème avec ca? De toute évidence, pour que le concours soit une mesure précise du talent, l'empereur doit laisser le deuxième candidat chanter avant de porter un jugement.

Il en va de même lorsqu'on nous demande de comparer l'économie de marché à l'action du gouvernement. Nous devons examiner attentivement non seulement le fonctionnement de l'économie de marché, mais également la manière dont les décisions gouvernementales seront prises.

La théorie de l'échec du gouvernement

Les marchés ne sont pas «parfaits» - nous discutons ci-dessous des exemples possibles de «défaillance du marché» - mais cela ne devrait pas conduire à la conclusion automatique que la politique gouvernementale peut améliorer les résultats du marché.

Au lieu de cela, cela peut aggraver les choses. Ce point fondamental est souvent ignoré dans les efforts visant à justifier les interventions des pouvoirs publics dans l'économie de marché.

La théorie de «l'échec du gouvernement» a été développée pour expliquer pourquoi la politique gouvernementale échoue souvent à atteindre ses objectifs. Le processus de décision politique doit faire face à plusieurs problèmes.
Il s'agit notamment des difficultés de calcul des coûts et des avantages, d'un manque de connaissance détaillée du temps et du lieu, et des tentatives de manipulation des politiques par des groupes d'intérêt spéciaux.

Afin de comparer les résultats du marché avec les interventions du gouvernement, nous devons prendre en compte les coûts de la prise de décision gouvernementale (en laissant chanter ce deuxième chanteur). En effet, lorsque nous faisons cela, l'argument standard, «les marchés échouent, utilisent le gouvernement», tombe en panne.

Pourquoi les gouvernements ne peuvent pas résoudre la «défaillance du marché»

Un bref aperçu de trois types standard de «défaillance du marché» - monopole, externalités et biens publics - nous aidera à démontrer certains des problèmes qui se posent lorsque les gouvernements interviennent.

Monopole

On fait valoir qu'avec un monopole, le fournisseur unique d'un bien ou d'un service a le contrôle sur le prix final de leur produit. Il utilisera ce pouvoir pour restreindre la production et augmenter le prix du bien ou du service offert. Puis qu'il n'y a pas de substitut, les consommateurs n'ont d'autre choix que d'acheter auprès du monopole. Ils doivent payer des prix plus élevés qu'en cas de concurrence.
Le principal problème de voir les monopoles comme une «défaillance du marché» est qu'ils sont généralement créés par le pouvoir du gouvernement.
Les droits de monopole sont accordés à une certaine partie par le gouvernement, empêchant d'autres de rivaliser. En d'autres termes, le monopole n'est généralement pas un produit de l'économie de marché. Dans la plupart des cas, cela résulte du fait que le gouvernement accorde des privilèges à un groupe d'intérêt spécial.

Répercussions

Une externalité est un coût ou un avantage imposé par une partie à une autre partie qui n'a pas son mot à dire en la matière. Les économistes font la distinction entre les externalités négatives et positives.

L'exemple classique d'externalité négative est la pollution. Le processus de production dans mon usine peut gâcher la rivière où je décharge mes déchets.

Les déchets sont transportés en aval, ruinant les récoltes de mon voisin. Parce que je n'ai pas à payer le coût total de ma décision de polluer, je surproduirai l'externalité négative de la pollution.

Les externalités positives reflètent l'effet inverse; d'autres bénéficieront des effets de ma décision, même s'ils n'ont à payer aucun des frais de ma décision.

Prenons l'exemple de l'éducation. Plus je serai instruite, plus je pourrai contribuer à la vie communautaire. Cependant, comme la communauté en bénéficiera plus que moi, je sous-produirai l'éducation si je dois la payer moi-même.

En théorie, les gouvernements peuvent corriger ce problème en taxant les activités qui produisent des externalités négatives et en subventionnant les activités qui produisent des externalités positives. Ils peuvent fixer les niveaux de taxes et de subventions afin que les bénéfices de l'activité soient maximisés pour la société dans son ensemble.

Cette solution suppose cependant que le gouvernement peut mesurer les coûts et les avantages impliqués. Cela pose de gros problèmes.

Premièrement, seuls ceux directement concernés connaissent réellement les coûts et les avantages d'une activité. Cela signifie que toute solution gouvernementale est susceptible d'échouer car il n'y a aucun moyen d'accéder aux informations requises (par exemple, pour fixer un taux d'imposition ou de subvention approprié).

Deuxièmement, les personnes concernées peuvent convenir d'un contrat pour résoudre un différend sur une externalité. Par exemple, si j'apprécie une rivière propre plus qu'une usine ne la pollue, je peux payer l'usine pour ne pas polluer. Dans de tels cas, il n'est pas nécessaire que le gouvernement s'implique.

Biens publics

Les biens publics sont notre dernier exemple de «défaillance du marché». Les entreprises à but lucratif sont peu incitées à fournir certains produits sur le marché.

Cela peut être dû au fait qu'il est impossible d'exclure ceux qui ne paient pas et parce que la consommation du bien n'empêche pas les autres de consommer le bien.

Des exemples typiques pourraient inclure l'application de la loi, la défense nationale et des biens environnementaux tels que l'air pur. L'absence d'incitation au profit signifie que ces biens publics peuvent être insuffisamment fournis à moins que le gouvernement n'agisse en les fournissant lui-même.

Pourtant, la majeure partie de ce que le gouvernement fournit en tant que «biens publics» pourrait être fournie au moins en partie par le marché. Par exemple, l'application de la loi par la sécurité privée et la défense par des combattants engagés (mercenaires).

Même les biens environnementaux peuvent être fournis par des entreprises à but lucratif lorsque les droits de propriété appropriés permettent l'exclusion de ceux qui ne paient pas.

Et n'oublions pas que les tentatives des gouvernements de fournir des «biens publics» seront toujours confrontées aux problèmes identifiés par la théorie de l'échec du gouvernement.

Les marchés comme solution de problèmes

Notre bref examen du monopole, des externalités et des biens publics a montré que les tentatives du gouvernement pour corriger les «défaillances du marché» apparentes peuvent souvent être erronées. En effet, les économistes ont donné des raisons pour lesquelles le marché pourrait ne pas être aussi mauvais que les décideurs politiques ont tendance à le croire.

Jusqu'à présent, nous avons négligé le véritable potentiel d'autocorrection du marché. Les inefficacités d'aujourd'hui sont les opportunités de profit de demain. Ignorer cette idée fondamentale revient à privilégier l'intervention du gouvernement.

Le décideur politique considère l'économie comme un instantané dans le temps et détermine si le marché répond à ses critères idéaux. Au lieu de cela, l'économie devrait être considérée comme une image en mouvement qui se déroule dans le temps. En d'autres termes, ce sont les conditions moins qu'idéales qui déclenchent les actions entrepreneuriales qui résolvent les problèmes et améliorent la situation.

De nombreux économistes et politologues ont également développé un ensemble de critiques pratiques des solutions gouvernementales. C'est là que notre histoire de l'empereur romain entre en jeu - nous devons entendre le deuxième chanteur chanter en examinant la façon dont les choix sont réellement faits en politique.

Nous le faisons en utilisant les mêmes principes que nous utilisons pour aborder la prise de décision dans l'économie de marché. Ce domaine de recherche est appelé choix public.

Raisons de l'échec du gouvernement

L'analyse économique de la prise de décision politique suppose que les gens se comportent essentiellement de la même manière, qu'ils soient à l'intérieur ou à l'extérieur du gouvernement.

Les personnes présentes dans l'isoloir et au Congrès ou aux Chambres du Parlement sont les mêmes que celles de l'épicerie ou des salles de conférence de l'entreprise.

Ces individus ne sont ni de purs pécheurs ni de purs saints; ils sont les mêmes que toi et moi. Ils ont des buts et des plans et ils utilisent les ressources à leur disposition pour atteindre leurs buts et plans aussi efficacement que possible.

Nous avons deux côtés à la politique - les demandeurs de services gouvernementaux (électeurs) et les fournisseurs de ces services (politiciens).Si la politique fonctionnait parfaitement, alors les politiques adoptées refléteraient fidèlement les souhaits des électeurs. En d'autres termes, les préférences des électeurs alimenteraient le fonctionnement de la politique et les politiques sortiraient de l'autre extrémité qui reflétait les préférences populaires de l'époque. Nous obtiendrions le gouvernement que nous souhaitions.

Cette vision simpliste du processus politique ne décrit pas la réalité. Pourquoi le gouvernement que nous avons ne respecte-t-il pas un tel idéal?

Nous avons déjà soutenu que le gouvernement ne peut pas calculer les coûts et les avantages. Le gouvernement doit également fonctionner à l'insu du temps et du lieu fournis par les prix du marché et de la discipline des profits et des pertes.
À un niveau fondamental, les interventions politiques sur le marché sont saisies dans le noir. Nous avons également fait référence au rôle que jouent les groupes de pression d'intérêts spéciaux dans la prise de décision politique. Explorons cela un peu plus.

Électeurs et groupes d'intérêt

Les politiciens peuvent utilement être considérés comme des entrepreneurs à la recherche d'élections. Par définition, un politicien veut obtenir des votes et de l'argent pour payer sa campagne. S'il n'est pas en mesure d'obtenir ces votes et contributions, il ne sera pas élu.

Si des élections arrivent, les politiciens tenteront de gagner le soutien des électeurs. Pour ce faire, ils concentreront les bénéfices à court terme et répartiront les coûts sur le long terme. Par exemple, ils peuvent augmenter les dépenses du gouvernement sur des projets populaires avant une élection, même si cela signifie une augmentation des impôts à long terme.

Les politiciens savent également que beaucoup de gens ne prennent pas la peine de voter et que beaucoup d'électeurs ne pensent pas qu'il vaut la peine de prendre le temps d'en apprendre beaucoup sur les questions politiques. Contrairement à ces groupes non organisés, il y a des électeurs d'intérêt particulier qui connaissent et se soucient beaucoup d'une question particulière.

Les politiciens savent qu'ils gagneront peu en concentrant leurs efforts sur la masse mal informée des électeurs et de ceux qui ne votent pas du tout. Ils bénéficieront le plus de la concentration des avantages sur des groupes d'intérêts spéciaux bien organisés et bien informés, tout en répartissant les coûts sur tous les autres.

Nous avons ainsi identifié deux sources d'échec politique: le parti pris à court terme des politiciens et la concentration des avantages sur les groupes d'intérêts spéciaux au détriment du grand public. Mais ça empire.

Ces groupes d'intérêts spéciaux utiliseront souvent des ressources substantielles pour essayer de faire adopter leurs politiques préférées. Ils peuvent consacrer beaucoup de temps et d'argent à essayer d'influencer les politiciens. C'est ce qu'on appelle la «recherche de rente».

Ils essaieront également de s'assurer qu'ils contrôlent toute réglementation gouvernementale de leur propre comportement. Ceci est souvent appelé la «théorie de la capture» de la réglementation.
Ce type de lobbying de groupes d'intérêt pour des faveurs spéciales est ce que les économistes appellent une perte sèche. Globalement, il ne produit aucune valeur; il dépense des ressources simplement pour en retirer aux autres.

Politique vers marché

Une autre raison pour laquelle les gouvernements ne parviennent pas à corriger les problèmes économiques est que la nature des biens politiques est différente des biens marchands.
Dans l'économie de marché, nous pouvons acheter des marchandises individuellement. On peut acheter une chemise bleue, un pantalon kaki, une cravate Adam Smith rouge et un blazer bleu (l'uniforme officiel de l'économiste!).

En politique, nous sommes obligés d'acheter un paquet de marchandises. Nous aimons peut-être les politiques de santé d'un politicien, mais préférons la politique étrangère d'un autre. Nous ne pouvons pas choisir ces «biens» séparément. Cela crée encore plus de différences entre les préférences des électeurs et les politiques gouvernementales.

Enfin, l'une des caractéristiques les plus fortes de l'économie de marché est que si une entreprise ne satisfait pas la demande des consommateurs, elle reçoit rapidement ces informations. Il devra soit changer ce qu'il fait, soit faire faillite. Le marché discipline ses participants.
L'économie de marché est un système de profits et pertes, et l'élément de perte est essentiel à son fonctionnement.

Au lieu d'être disciplinés par le mécanisme des profits et pertes, les politiciens sont disciplinés au bureau de vote. L'isoloir est cependant plus lent et plus ambigu. Une mesure de cela est la forte proportion de politiciens réélus. Les politiciens retournent beaucoup moins que les entreprises.

Nous pourrions nous plonger dans de nombreux autres exemples d'échec du gouvernement que l'analyse des choix publics révèle. Pour nos besoins, nous avons exposé les trois principales raisons de l'échec du gouvernement:

- Une incapacité à calculer des politiques alternatives en termes de coûts et avantages monétaires.
- Un manque de réactivité à la demande résultant de l'absence de profits et pertes.
- L'influence des groupes de pression d'intérêts spéciaux, qui obtiennent des avantages au détriment d'une masse d'électeurs mal organisée et mal informée.

Laissez les marchés fonctionner

Les marchés peuvent ne pas répondre aux conditions idéales. Mais cela ne signifie pas que nous devrions automatiquement nous tourner vers le gouvernement. Au lieu de cela, lorsque nous suivons le conseil de «laisser le deuxième chanteur chanter», nous constatons souvent que l'alternative de la réglementation gouvernementale aggrave les choses.

Nous vivons dans un monde où des résultats parfaits ne sont pas une option. Lors du choix entre les systèmes sociaux, nous devons reconnaître que nous avons toujours affaire à des entrepreneurs en erreur (marché) et à des bureaucrates maladroits (gouvernement). Les marchés échouent et les gouvernements échouent. Cependant, nous avons de bonnes raisons de croire que l'échec du gouvernement est plus préjudiciable que l'échec du marché.

Non seulement nous devons toujours permettre au deuxième chanteur de chanter, mais nous ne devons pas non plus juger un seul chanteur sur la base d'une première impression. Au lieu de cela, nous devons examiner la capacité des marchés à s'adapter à l'évolution des conditions.

Contrairement à la politique, les problèmes d'aujourd'hui représentent les opportunités de profit de demain sur le marché. En d'autres termes, les marchés échouent; utiliser le marché pour résoudre l'échec.

Lectures complémentaires

Boettke, Peter J., Paul Heyne, David L.Prychitko (2009) La manière économique de penser (12e édition), New Jersey: Prentice Hall.

Mitchell, William C. et Randy T. Simmons (1994) Au-delà de la politique: Marchés, bien-être et échec de la bureaucratie,Colorado: Westview Press.

Wagner, Richard E. (1989) Pour promouvoir le bien-être général: les processus du marché contre. Transferts politiques, San Francisco: Institut de recherche du Pacifique.

Friedman, Milton et Rose Friedman (1990) Libre de choisir,New York:Harvest Books.
Hayek, Friedrich A. (2007)La route du servage: Texte et documents - L'édition définitive,Chicago: La Presse de l'Université de Chicago

Hazlitt, Henry (1988)L'économie en une leçon: La manière la plus courte et la plus sûre de comprendre l'économie de base,New York: La Presse des Trois Rivières.

7. Sexe, drogues et liberté: l'affaire contre interdictions du gouvernement

par John Meadowcroft

Imaginez que vous êtes assis à dîner un soir. Vous ouvrez une bouteille de vin quand on frappe à la porte. Vous ouvrez la porte pour trouver vos voisins debout à l'extérieur. They tell you that they have decided that you must no longer drink alcohol. They confiscate your wine and tell you that if you drink again they will fine you and perhaps even imprison you.

La plupart des gens considéreraient un tel comportement comme scandaleux: quel droit nos voisins ont-ils de nous dire que nous ne pouvons pas boire d'alcool? Mais c'est exactement ce qui se passe lorsque les gouvernements interdisent des choses, que ce soit l'alcool, le tabac ou d'autres drogues, ou la prostitution, les jeux de hasard ou la boxe - des choses qui sont toutes interdites dans certains pays.

Certaines personnes peuvent dire que les interdictions par les gouvernements sont raisonnables si elles résultent d'un vote démocratique, mais un tel vote n'est en réalité rien de plus que les voisins des gens leur disant ce qu'ils peuvent et ne peuvent pas faire - tout comme dans l'exemple ci-dessus.

Les lois interdisant les choses sont répandues: partout dans le monde, les gouvernements essaient d'empêcher les gens de faire les choses qu'ils veulent faire, même lorsque ces choses ne nuisent pas à d'autres personnes.

Ce chapitre demande s'il est juste que les gouvernements interdisent les choses et examine les conséquences qui en découlent lorsque les gouvernements introduisent des interdictions.

«Le principe du préjudice»

Il est généralement affirmé que les choses devraient être interdites afin d'éviter tout préjudice, soit à d'autres personnes, soit à la personne qui entreprend l'activité à interdire. Ainsi, par exemple, des drogues comme le cannabis, l'ecstasy et la cocaïne sont interdites dans la plupart des pays pour éviter de nuire aux utilisateurs et à d'autres personnes.

La boxe est interdite dans certains pays pour éviter de nuire aux combattants, et l'alcool a été interdit aux États-Unis de 1920 à 1933 pour empêcher les buveurs et d'autres d'être blessés par le mal perçu de l'alcool (cette interdiction particulière est souvent appelée `` interdiction ") .

L'interdiction de prévenir l'automutilation rompt ce que l'on appelle le «principe du préjudice». L'idée du «principe du préjudice» vient de l'essai sur la liberté du philosophe libéral John Stuart Mill, écrit en 1859.

Mill a fait valoir que dans une société libre, les gens devraient avoir la liberté de faire ce qu'ils veulent, tant qu'ils ne nuisent pas à autrui, même si cela signifie qu'ils se font parfois du mal. Cela signifie que si quelqu'un souhaite prendre du cannabis ou de l'alcool, par exemple, nous ne pouvons pas l'arrêter physiquement (bien que nous puissions essayer de le persuader de ne pas le faire).

Empêcher physiquement quelqu'un de faire ce qu'il veut faire implique que nous sachions mieux que lui ce qui est le mieux pour lui.

Le problème est que tout pourrait être interdit-en suivant cette argumentation. Fumer des cigarettes, manger des aliments gras ou passer beaucoup de temps à jouer à des jeux vidéo pourrait tous être interdits pour empêcher les gens de faire des choses que les autres pensent être autodestructrices.

Si nous essayons d'empêcher physiquement les gens de faire des choses que nous pensons s'automatiser, alors très bientôt nous ne vivrons plus dans une société libre.

Au lieu de cela, nous vivrons dans une société où de nombreuses choses sont interdites ou restreintes par le gouvernement. Ce serait une société rigide et enrégimentée qui ne serait pas très amusante à vivre.

Les conséquences de l'interdiction

Non seulement l'interdiction des choses conduit à la création d'une société non libre où très peu de choses sont autorisées, mais l'interdiction a également de nombreuses conséquences très négatives.

L'interdiction place les marchés entre les mains des criminels.

Partout où les choses sont interdites, les organisations criminelles tenteront d'en tirer profit en les fournissant illégalement.

L’interdiction entraîne un «écart» entre le coût de production et le prix de vente final, garantissant que les personnes prêtes à prendre les risques liés à la fourniture de biens et services illégaux peuvent réaliser des profits exceptionnels.

L'interdiction américaine de l'alcool, par exemple, a permis à des gangs criminels de gagner d'énormes sommes d'argent en fournissant de l'alcool et des débits de boissons illégaux. En conséquence, de nombreux criminels, comme le gangster Al Capone, sont devenus très riches pendant cette période.

Après l'abrogation de l'interdiction de l'alcool en 1933, les criminels organisés se sont tournés vers l'approvisionnement des drogues illégales restantes, en particulier la cocaïne, où une fois de plus d'énormes fortunes devaient être faites.

En 1989, le magazine Forbes a classé le baron colombien de la drogue Pablo Escobar comme le septième homme le plus riche du monde. Ils ont estimé que son cartel de drogue de Medellin avait un revenu annuel de 80 milliards de dollars.

L'interdiction augmente les risques d'activités déjà risquées

En déplaçant l'offre de biens et services interdits vers le marché noir, l'interdiction augmente les risques d'activités déjà risquées.

Par exemple, la criminalisation des toxicomanes a contribué à la propagation du VIH et du sida. Les utilisateurs ont réutilisé des aiguilles sales car des aiguilles propres étaient très difficiles à obtenir sans attirer l'attention sur soi en tant que toxicomane illégal.

De plus, l'interdiction de drogues comme la cocaïne et l'héroïne augmente les dangers de la consommation de drogues parce que les utilisateurs doivent acheter des drogues sans connaître leur pureté ou leur contenu précis, ce qui peut entraîner des surdoses et des empoisonnements.

L'interdiction criminalise des personnes qui ne seraient pas autrement des criminels

L'interdiction implique la création de ce que l'on appelle des «crimes consensuels» - des crimes où il n'y a pas de véritables victimes parce que tous ceux qui se livrent à des activités «criminelles» veulent être impliqués.

Cela criminalise les personnes qui seraient autrement respectueuses des lois. Par exemple, si l'alcool était interdit demain, quiconque voulait garder sa cave à vin en stock ou tentait de cacher une bouteille de bière au fond du réfrigérateur deviendrait automatiquement un criminel.

L'impact de la criminalisation des personnes autrement respectueuses des lois peut être vu dans les milliers de personnes actuellement dans les prisons américaines uniquement pour des délits non violents liés à la drogue. Beaucoup de ces condamnés sont des jeunes dont les perspectives de carrière «hétéro» sont gravement compromises du fait de leur incarcération.

L'interdiction détourne les ressources des forces de l'ordre des comportements préjudiciables à d'autres personnes

L'application de toute interdiction est coûteuse: la détection, l'arrestation, la poursuite et la sanction des personnes qui se livrent à des activités illégales coûtent de l'argent.
En 2006, par exemple, le budget annuel de la Drug Enfoncement Administration des États-Unis était de 2,4 milliards de dollars.
Les interdictions signifient que le gouvernement est plus grand qu'il ne le serait autrement et que les impôts sont plus élevés qu'ils ne le seraient autrement.

L'interdiction impose également des coûts d'opportunité à la société - les coûts des biens et services qui auraient pu être produits si l'argent utilisé pour faire respecter les interdictions avait été dépensé pour d'autres choses.

À la suite de l'interdiction de nombreuses drogues, par exemple, une grande partie de l'argent actuellement consacré à l'application des lois sert à prévenir et à punir les délits consensuels. Il s'agit d'un coût d'opportunité, car l'argent aurait pu être dépensé pour prévenir des crimes avec de vraies victimes, comme des meurtres ou des cambriolages.

L'interdiction augmente l'ignorance du public

Certaines personnes disent que les interdictions sont nécessaires parce que beaucoup de gens ne comprennent pas pleinement les conséquences probables de leurs actions.

Mais cet argument est vicié car, de par leur nature même, les interdictions augmentent l'ignorance du public.

Lorsque la boxe est illégale, par exemple, les personnes qui continuent de se battre en dehors de la loi seront encore moins susceptibles d'obtenir des informations fiables sur les risques de la boxe.

L'interdiction ne fonctionne presque jamais et est presque toujours contre-productive

Les coûts décrits ci-dessus pourraient être considérés comme valables si les interdictions fonctionnaient, mais les preuves suggèrent que les interdictions fonctionnent rarement et sont généralement contre-productives.

L'interdiction des drogues récréatives en est un bon exemple. Aux États-Unis, le cannabis est illégal depuis 1937; aux Pays-Bas, il est toléré depuis 1970 et peut aujourd'hui être acheté gratuitement dans des «cafés» agréés.

En 1997, 33% de la population américaine âgée de 12 ans et plus avait consommé du cannabis au cours de sa vie. Aux Pays-Bas, en revanche, seulement 16% des personnes âgées de 12 ans et plus avaient consommé du cannabis au cours de leur vie. Bien que la différence soit moins marquée lorsque les groupes d'âge plus âgés sont analysés, les preuves montrent que la consommation de cannabis est plus importante aux États-Unis qu'en Hollande.

L'interdiction des armes de poing et autres armes à feu s'est également révélée inefficace dans la lutte contre les crimes violents. Par exemple, la République d'Irlande a interdit les armes à feu en 1971, année au cours de laquelle 10 meurtres ont été commis dans ce pays. Depuis 1995, il n'y a jamais eu moins de 38 meurtres par an et en 2005, il y a eu au total 54 meurtres.

En Jamaïque, les armes à feu ont été interdites en 1974 lorsque le taux de meurtres dans le pays était de 10 pour 100 000 habitants chaque année.
Depuis lors, le taux de meurtres a continué d'augmenter, ne tombant pas en dessous de 31 pour 100 000 personnes par an depuis 1995. Rien n'indique que le «contrôle des armes à feu» réduise la criminalité violente. Il garantit plutôt que seuls les criminels possèdent des armes à feu.

Il existe un certain nombre de raisons pour lesquelles les interdictions et les contrôles échouent presque toujours. L'une des raisons est que les gens vont essayer de trouver un moyen de les contourner.

Des taxes élevées sur le tabac entraînent la contrebande et la contrefaçon de cigarettes; l'interdiction des drogues conduit à de vastes réseaux d'approvisionnement illégal; l'interdiction de la prostitution conduit à la prestation de services de «massage» et «d'escorte». Tout simplement parce que le gouvernement adopte une loi pour interdire quelque chose, il ne s'ensuit pas nécessairement que cela cesse.

De plus, pour qu'une interdiction soit appliquée avec succès, il faut un niveau de dépenses publiques et une ingérence dans la vie des gens inacceptables dans une société libre.

La «guerre contre les drogues» coûte chaque année des milliards de dollars au gouvernement américain et a fait emprisonné des milliers de citoyens américains, mais la drogue reste largement disponible. Il est difficile d'imaginer le prix (dans tous les sens du terme) qui devrait être payé pour avoir un impact significatif sur l'offre de drogues illicites en Amérique.

Les interdictions peuvent également échouer parce qu'elles s'attaquent aux symptômes plutôt qu'aux causes des problèmes sociaux.

Par exemple, le contrôle des armes à feu n'est pas une solution aux crimes violents. Les criminels violents sont parfaitement capables d'acquérir illégalement des armes à feu ou de trouver d'autres moyens de mutiler et de tuer des gens, comme l'utilisation de couteaux. Réduire les crimes violents exige une approche beaucoup plus intelligente que d'essayer simplement d'empêcher les criminels d'utiliser un type d'arme.

Il est également vrai que les interdictions semblent souvent favoriser le comportement même qu'elles sont censées arrêter. Par exemple, une étude américaine a révélé que les mesures visant à arrêter de fumer chez les adolescents en restreignant la vente de cigarettes aux jeunes avaient exactement l'effet inverse.

Dans les villes où davantage de restrictions à la vente de cigarettes ont été introduites, le tabagisme chez les adolescents a augmenté par rapport aux villes où aucune nouvelle mesure n'a été introduite. Des résultats similaires ont été trouvés pour les contrôles conçus pour réduire la consommation d'alcool chez les adolescents et pour réduire les accidents de voiture en abaissant les limites de vitesse.

La raison exacte pour laquelle les interdictions devraient avoir cet effet inverse n'est pas entièrement claire. Il est probablement lié à «l'effet des fruits interdits» - par lequel les activités interdites deviennent plus attrayantes, en particulier pour les jeunes.

Liberté et responsabilité personnelle

Les éléments de preuve soutiennent l'idée que toutes les actions qui ne nuisent pas à d'autres personnes devraient être légales.
Cela ne signifie pas nécessairement que nous approuvons des activités comme la consommation de drogues ou la prostitution. Cela signifie plutôt que nous pensons que ce que les gens font doit être une question de choix personnel, tant qu'ils ne nuisent pas aux autres.

Il est possible de croire que les gens ne devraient pas faire quelque chose et de croire que cette activité devrait être légale. Cela signifie simplement que nous pensons que lorsque les actions des gens ne nuisent pas aux autres, ils doivent faire leurs propres choix moraux.

Une société libre fondée sur le principe de la liberté est une société dans laquelle d'autres personnes ne peuvent pas décider si nous buvons de l'alcool, fumons du tabac ou consommons d'autres drogues, ou nous livrons à la prostitution, au jeu ou à la boxe.

De même, cela signifie que nous ne pouvons pas décider pour d'autres personnes. Il appartient à chacun de faire ses propres choix. Nous pouvons constater que lorsque les gens sont responsabilisés, ils agissent de manière responsable. C'est la base d'une société libre.

Lectures complémentaires

Filley, Dwight (1999) 'Le fruit interdit : Lorsque l'interdiction augmente le préjudice, elle est censée réduire », La revue indépendante, 3, 3, 441-51. En ligne à: http://www.independent.org/pdf/tir/tir_03_3_ filley.pdf

Meadowcroft,John (éd.)(2008)Interdictions,Londres: Institut des affaires économiques. En ligne à: http://www.iea.org.uk/record. jsp? ID = 429 & type = book

Moulin, John Stuart (1859/1985) Sur Liberty,Londres: Édition classique Manchon. En ligne à: http://www.bartleby.com/130/

8. Le bien-être sans l'État

par Kristian Niemietz

Des systèmes publics de protection sociale ont été créés pour aider les pauvres, les malades, les personnes âgées et les chômeurs. Les politiciens pensaient que le transfert de ressources à ces groupes mettrait fin à la pauvreté et rendrait la société plus égalitaire.

Mais ils avaient tort. Le bien-être du gouvernement a été désastreux, tant pour l'économie que pour ceux pour lesquels il a été conçu. C'est la principale raison pour laquelle les impôts sont si élevés dans les pays occidentaux, représentant environ la moitié de l'argent que les gouvernements dépensent. Il a également piégé un grand nombre de personnes dans la pauvreté, tout en fournissant souvent des services de très faible qualité dans des domaines tels que la santé.

Le piège de la pauvreté

Pour de nombreuses personnes, le prétendu «filet de sécurité sociale» de l'État providence ressemble plus à une toile d'araignée. Au Royaume-Uni, par exemple, environ 5 millions de personnes en âge de travailler- la plupart capables de travailler - reçoivent des indemnités de chômage. Plus de la moitié d'entre eux l'ont fait depuis plusieurs années.

Le problème de la dépendance à long terme des prestations sociales se retrouve dans tous les pays occidentaux. Dans les blocs de logements publics de Hackney à Londres, Neukölln à Berlin ou Clichy-sous-Bois à Paris, de nombreux habitants vivent dans un univers parallèle.

Ils partagent les lois de la gravité avec le reste de la société, mais pas les lois sociales et économiques.
En dehors de l'univers parallèle, les gens améliorent généralement leur situation économique s'ils augmentent leur effort de travail, améliorent leurs qualifications, mettent de l'argent de côté pour un jour de pluie et maintiennent les réseaux sociaux. A l'intérieur de cet univers, ces activités sont pénalisées.

De petites sommes gagnées ou économisées entraînent un retrait des prestations. Même emménager avec un partenaire peut entraîner l'arrêt des paiements. Pris au piège dans la toile de l'araignée sociale, les gens ne perdent pas seulement des qualifications formelles, mais aussi les habitudes sociales associées au travail.

Même si le fait de quitter son emploi est devenu relativement indolore, des barrières ont été érigées contre la réintégration. Les prestations pour chômage représentent souvent autant que les emplois peu qualifiés.

Les gens qui soutiennent que les prestations sociales sont trop faibles regardent les sommes versées en espèces, mais ce n'est que la moitié de l'histoire. Les personnes bénéficiant de l'aide sociale bénéficient généralement d'autres avantages précieux, comme un logement gratuit ou subventionné.

Ceux qui veulent travailler sont également confrontés à d'énormes obstacles créés par le gouvernement. Le salaire minimum et les réglementations strictes en matière d'emploi augmentent le coût et les risques d'embauche de travailleurs.

Il y a donc lieu de mettre fin aux restrictions qui empêchent les gens de subvenir à leurs propres besoins.
Cela signifie introduire des alternatives de libre marché aux prestations sociales et supprimer les obstacles à l'entrée sur le marché du travail.

Au lieu de compter sur le gouvernement, les gens s'assuraient contre les risques de chômage, de maladie ou d'invalidité. Les compagnies d'assurance, les syndicats et les associations bénévoles couvriraient le risque de perte de revenus. Il serait dans leur intérêt financier d'aider les personnes sans emploi à trouver du travail et, si nécessaire, de leur fournir une formation.

Ils veilleraient à ce que les paiements soient versés à ceux qui recherchent véritablement un emploi, plutôt qu'à ceux qui souhaitent dépendre des autres pour un mode de vie sans travail. La protection sociale privée serait donc beaucoup plus efficace pour aider les chômeurs à trouver un emploi.

Les organismes de bienfaisance privés peuvent fournir une alternative non gouvernementale efficace dans les cas non couverts par les régimes d'assurance. Ils ont tendance à mieux adapter leur aide pour refléter les besoins individuels.

Leur approche plus personnelle facilite également l'élimination des demandes frauduleuses - un problème majeur dans les systèmes de protection sociale de l'État. Malheureusement, les contrôles gouvernementaux et les impôts élevés ont rendu beaucoup plus difficile pour les organismes de bienfaisance de remplir ce rôle précieux.

Prestations de vieillesse

Les problèmes du piège de la pauvreté se reflètent dans les prestations gouvernementales de vieillesse. Les pensions et les prestations de l'État ont découragé les gens d'épargner pour eux-mêmes. Pire encore, la hausse des coûts des programmes gouvernementaux menace désormais efficacement la faillite de nombreux pays occidentaux.

Les gouvernements ont promis une pension à tout le monde, mais ils n'ont pas mis de l'argent de côté ni acheté d'actifs pour honorer leurs promesses. En réalité, les pensions de l'État sont payées par les impôts courants, comme toute autre prestation sociale.

Cela crée une énorme injustice. Le montant reçu n'a que peu de rapport avec le montant payé en taxes. Au lieu de cela, il est décidé par les politiciens et suit donc souvent des considérations politiques. Pour acheter des votes, les politiciens accordent des faveurs spéciales aux groupes influents.

En revanche, dans une société libre, les gens épargnent et accumulent des réserves lorsqu'ils sont en âge de travailler et les utilisent à un âge avancé.

Étant donné que l'épargne se déroulerait sur un horizon extrêmement long, la plupart des gens choisiraient probablement d'acquérir des actifs sous une forme ou une autre, pour bénéficier des rendements qu'ils rapportent. Les gens investiraient dans une combinaison d'actions, d'obligations, de biens immobiliers et peut-être dans leur propre maison.

Étant donné que les croyances des gens diffèrent énormément, leurs stratégies d'épargne et d'investissement le seraient également. Il pourrait y avoir des fonds adhérant aux principes de la finance islamique; il pourrait y avoir des «fonds verts» investissant dans des sociétés d'énergie renouvelable et des fermes biologiques; et il pourrait y avoir des «fonds communautaires locaux», offrant un portefeuille d'investissement avec un biais de logement.

Dans tous les cas, les gens pourraient prendre les dispositions qui conviennent le mieux à leurs conditions et préférences individuelles. Une approche de marché libre permettrait à diverses institutions de se développer pour aider les gens à épargner pour la vieillesse, chacun avec des objectifs, des stratégies et des principes différents. Les fonds de pension à but lucratif, les compagnies d'assurance et les banques seraient des candidats évidents.

Mais dans ce domaine, les associations bénévoles à but non lucratif étaient jadis très importantes avant que l'État-providence ne les en empêche en rendant inutiles les prestations à long terme. Les sociétés amies, les caisses d'épargne coopératives et les régimes gérés par les syndicats pourraient facilement gagner une large part de marché. Même les personnes à faible revenu pourraient, avec le temps, amasser des fortunes importantes.

Des prestations privées de vieillesse aideraient à retirer la politique de l'aide sociale. Les systèmes actuels encouragent le lobbying pour obtenir des faveurs politiques à un coût économique et social terrible. L'alternative au marché libre encouragerait l'épargne, la réflexion à long terme et l'effort de travail.

Soins de santé

Des réformes sont également désespérément nécessaires dans le secteur de la santé. Les systèmes de santé gérés par le gouvernement sont marqués par de longues listes d'attente et de mauvais soins aux patients. Un exemple typique est le National Health Service britannique.

Alors que de nombreux pays, comme les États-Unis, ont une combinaison de prestations privées et publiques, le secteur de la santé reste étroitement contrôlé. En conséquence, les patients ne bénéficient pas pleinement des avantages de la concurrence et des marchés libres.

Les contrôles gouvernementaux ont tendance à augmenter le coût des soins et à refuser l'accès aux derniers traitements. Les activités vitales - telles que le commerce d'organes de transplantation ou l'utilisation de nouveaux médicaments - peuvent même être complètement interdites, tuant indirectement un grand nombre chaque année.

Dans une société libre, la concurrence aurait lieu à de nombreux niveaux différents: entre différentes philosophies médicales, différents codes de pratique et différentes façons d'évaluer la sécurité des médicaments et les qualifications des médecins. Il y aurait une concurrence entre les différents prestataires de soins de santé et une grande variété d'établissements pourrait coexister.

Cela permettrait de réduire les coûts et d'assurer un accès rapide aux derniers traitements. Les patients seraient traités comme des clients et les soins refléteraient mieux leurs besoins plutôt que ceux des médecins et des responsables de la santé.

Les compagnies d'assurance à but lucratif, les chaînes d'hôpitaux, etc. seraient évidemment bien placées sur un marché concurrentiel. Mais il ne faut pas oublier que de nombreuses associations bénévoles à but non lucratif habitaient le secteur de la santé avant que l'État providence ne leur coupe le pied.

Des sociétés amies ou fraternelles, des coopératives et des syndicats géraient des régimes d'assurance. Les hôpitaux étaient souvent créés en tant qu'établissements caritatifs ou éducatifs indépendants. Il n'y a aucune raison pour que le secteur de la santé d'une société libre ne puisse pas à nouveau s'adapter à une telle variété.

Encore une fois, les incitations changeraient profondément. Dans un État providence moderne, les économies de coûts résultant de choix de vie sains ne reviennent pas à l'individu concerné. Les gouvernements tentent donc de combler le vide en utilisant des campagnes publicitaires, des «taxes sur le péché» et une réglementation sévère.

En vertu des dispositions alternatives décrites ci-dessus, les régimes d'assurance imposeraient des étiquettes de prix sur les habitudes liées à la santé. Personne ne serait intimidé pour arrêter de fumer ou pour commencer à faire de l'exercice. Cependant, ils pourraient décider de le faire pour réduire leurs paiements d'assurance maladie.

Pourquoi avoir des systèmes de protection sociale?

Les échecs du bien-être public remettent en cause l'existence de ces vastes systèmes financés par les impôts. Au lieu d'un seul «système», pourquoi ne pas avoir des dizaines, voire des centaines de façons concurrentes par lesquelles les gens se protègent contre les divers risques de la vie et prévoient des moments difficiles?

Il n'y a sûrement rien de spécial dans le bien-être qui signifie qu'il devrait être soumis à des niveaux de contrôle étatiques qui seraient généralement considérés comme inacceptables ailleurs.

Par exemple, il n'existe pas de «système de loisirs britannique». Il n'y en a pas non plus américain, français ou allemand. Dans chacun de ces endroits, il existe une myriade de façons dont les gens peuvent passer leur temps libre. Personne n'a «créé» ce que l'on pourrait appeler «l'industrie des loisirs». Cela a juste évolué.

Les gens cherchaient des moyens de se divertir ou de se détendre. Les entrepreneurs avaient une idée de ce que les gens de leur région pourraient trouver agréable et ont créé des cinémas, des boîtes de nuit ou des agences de voyage. Certains ont échoué. Certains ont réussi.

Au lieu de tout «système» singulier, nous trouvons une grande variété de modèles commerciaux différents interagissant et se faisant concurrence. Ce tissu complexe évolue et change constamment de forme. C'est un terrain d'essai pour de nouvelles idées commerciales.

Peu de gens suggèrent que notre temps libre devrait être organisé d'une manière différente. Pourtant, d'un point de vue libéral ou libertaire classique, il est tout aussi absurde qu'il devrait exister un «système de santé britannique» ou un «système de retraite français».

Libérer le choix et la concurrence

L'alternative de libre marché aux systèmes publics de protection sociale consisterait en un libre choix et une concurrence sans fin. Il y a plusieurs raisons générales pour lesquelles cela serait plus efficace que le bien-être de l'État:

- Les fournisseurs qui sont constamment confrontés à la menace de perdre des clients face à leurs concurrents sont fortement incités à améliorer la qualité de leurs produits et / ou à baisser leurs prix.

- Les gouvernements ne peuvent pas vraiment connaître les besoins et les souhaits des gens. Les entrepreneurs privés ne possèdent pas non plus ces connaissances, mais les marchés mettent leurs idées à l'épreuve, le compte de profits et pertes leur offrant un retour d'information continu.

- Même si les gouvernements connaissaient les désirs des gens, ils ne sauraient toujours pas comment y répondre au mieux. Cette connaissance doit être découverte via le marché. Le marché est un processus permanent d'essais et d'erreurs, qui découvre continuellement la meilleure façon de répondre aux besoins individuels. Les idées réussies se développent tandis que les moins réussies changent ou disparaissent.

Ces arguments permettent d'expliquer l'échec des services sociaux publics. Imaginez que vous dirigiez un système de santé nationalisé et que vous receviez 1 million de livres sterling supplémentaires à investir.

Comment sauriez-vous si les patients préféraient un traitement plus préventif, des médicaments plus récents ou des chirurgies mieux équipées? Et devraient-ils être livrés dans des cliniques hospitalières ou par des médecins indépendants? En l'absence d'un terrain d'essai avec des mécanismes de rétroaction clairs, vous devrez soit faire une supposition éclairée, soit vous fier aux conseils de professionnels. Dans ce dernier cas, la porte serait ouverte à la «capture des producteurs» - lorsque les industries nationalisées répondent aux besoins de leurs travailleurs plutôt que de leurs clients.

Libérer le pouvoir de la concurrence augmenterait donc considérablement la diversité, la qualité et l'amorçabilité des biens sociaux. Cela équivaudrait également à un transfert massif de pouvoir du gouvernement à l'individu. Cela permettrait aux individus de prendre leur vie en main au lieu de compter sur les promesses des politiciens. Les individus seraient également libres de former des communautés volontaires de solidarité et de soutien mutuel.

Si l'État doit jouer un rôle dans le bien-être, il doit se limiter à de modestes transferts en espèces, permettant aux pauvres d'acheter eux-mêmes des services d'assurance.
Les gouvernements ne devraient pas utiliser leurs pouvoirs pour empêcher les entreprises privées, les associations bénévoles et les organisations caritatives de jouer un rôle de premier plan.

La critique des États-providence est souvent confondue avec un manque de sympathie pour les pauvres. En fait, les pauvres ont tout à gagner des réformes du marché libre. Lorsque le bien-être du gouvernement échoue, les riches sont les moins touchés. Ils peuvent toujours se permettre de meilleures alternatives. Ce sont les défavorisés qui méritent la chance de profiter des avantages du choix et de la concurrence.

Lectures complémentaires

Ashford, Nigel (1993) «Démantèlement de l'État providence: Pourquoi et comment », Notes politiques n ° 86, Londres: Alliance libertaire. En ligne: http://www.libertarian.co.uk/lapubs/polin/polin086.pdf

Bartholomew,James (2006)L'État providence où nous sommes, à Londres: Politicos.
Chalupnícek,Pavel et Dvorák,Luka (2009) «L'assurance maladie avant l'État providence: la destruction de l'entraide par l'intervention de l'État», The Independent Review, 13, 3, 367-387.Enligne à: http://www.independent.org/publications/tir/article.asp?a=714
Evans, Helen (2008) Soixante ans après: qui se soucie du NHS?, Londres: Institut des affaires économiques. En ligne à: http://www.iea.org. uk / record.jsp? ID = 435 & type = bookMicklethwait, Brian (1991) «Comment et comment ne pas démonopoliser la médecine», Notes politiques n ° 56, Londres: Alliance libertaire. En ligne à: http://www.libertarian.co.uk/lapubs/polin/polin056.pdf

Niemietz, Kristian (2007) «De Bismarck à Friedman», Affaires économiques,27, 2, 83-87.

Seldon, Arthur (éd.) (1996) Re-privatisation du bien-être: Après le siècle perdu,Londres: Institut des affaires économiques.

9. Banque, inflation et récessions

par Anthony J. Evans

Il est 7 heures du matin lorsque le réveil sonne et que votre tête siffle. Vous n'étiez rentré chez vous que quelques heures plus tôt et vous regrettiez de vous être soûlé un soir de semaine. Dans la salle de bain pour une douche rapide, réalisant que vous avez toujours ce bourdonnement vertigineux.

Vous êtes presque habillée et vous avez le choix - en ce moment, vous vous dirigez vers la mère de la gueule de bois et vous pouvez déjà sentir le mal de tête, la nausée, approché. Mais sur le côté du lit, il y a une bouteille de whisky à moitié vide et vous vous demandez simplement ...Peut-être que quelques limaces suffiront à le repousser un peu plus longtemps ... Il vous suffit de passer la journée. Vous glissez la bouteille dans votre poche et sortez par la porte.

Qu'ont en commun l'Allemagne des années 20, le Zimbabwe de Robert Mugabe, l'Amérique sous Bush et Obama et la Grande-Bretagne sous New Labour? La réponse est une relation catastrophique entre le système bancaire et le gouvernement, avec une politique économique menée pour des objectifs politiques.

Les crises financières sont courantes et ce processus d'autodestruction économique comporte trois étapes: la dette publique, l'inflation et la récession. Ils sont vus à travers l'histoire et à travers le monde. Vous pourriez même les appeler des régularités. Examinons tour à tour chaque étape.

Dette gouvernementale

Nous aimons tous dépenser de l'argent, et nous aimons dépenser l'argent des autres encore plus que le nôtre. Qu'il s'agisse de guerres, de systèmes de santé ou de travaux publics, l'appétit pour les dépenses publiques est presque infini. C'est la réalité de la politique que les politiciens veulent dépenser (voir chapitre 6).

La manière traditionnelle de financer les dépenses passe par la fiscalité. Mais c'est impopulaire. Les gens peuvent se mettre en colère si les impôts sont trop élevés, ce qui évite beaucoup de tracas (et vous rend beaucoup plus éligible) pour financer les dépenses par le biais de la dette. Laissez le projet de loi aux générations futures et espérez que les contribuables sont trop myopes pour s'en soucier.

Les gouvernements empruntent de l'argent en vendant des obligations aux investisseurs. Celles-ci fonctionnent comme des prêts, le gouvernement promettant de rembourser l'argent des investisseurs, majoré des intérêts, sur une période donnée. Il s'agit d'un moyen très puissant de financer les activités du gouvernement.

C'est dans l'Italie de la Renaissance que les gouvernements ont pour la première fois déclenché le véritable pouvoir de la dette. Contrairement à d'autres institutions, les gouvernements ont le pouvoir de taxer. Les perspectives de non remboursement d'un prêt sont donc relativement faibles.

Mais même les obligations sont soumises à des contraintes. Si trop d'argent est emprunté, les investisseurs craindront que le gouvernement ne puisse tout simplement pas rembourser la dette. C'est là qu'intervient le troisième type de finances publiques. Et il est beaucoup moins visible que la fiscalité ou l'emprunt.
Si les investisseurs privés n'achètent pas d'obligations d'État, les banques centrales - comme la Réserve fédérale américaine et la Banque d'Angleterre - peuvent les acheter à la place. Dans ce cas, l'un des bras de l'État en a effectivement financé un autre.

Historiquement, ce processus est à l'origine de toutes les hyperinflations majeures, des périodes où les prix ont augmenté très rapidement et les économies se sont effondrées, comme dans l'Allemagne des années 1920 et le Zimbabwe d'aujourd'hui.
La plupart des pays développés ont rendu leurs banques centrales indépendantes pour tenter de mettre fin à ce genre de cauchemar. Il est important que les politiciens ne puissent pas rembourser les dettes du gouvernement simplement en ordonnant à la banque centrale de créer de l'argent de toutes pièces.

L'offre de monnaie est cependant toujours nationalisée et reste un problème politique.
Bien que la masse monétaire ne soit pas sous le contrôle quotidien des politiciens, les banques centrales doivent toujours suivre les politiques gouvernementales. Et il est toujours dans l'intérêt des gouvernements de réduire la valeur de leurs dettes en gonflant l'économie. C'est pourquoi nous vivons à une époque d'inflation, une question que nous examinons maintenant plus en détail.

Inflation

Combien seriez-vous prêt à payer pour devenir millionnaire? Pour moins de 100 £, vous pouviez acheter plus d'un million de roupies indonésiennes (au moment de la rédaction), mais ce n'est probablement pas ce que vous aviez en tête!

La chose clé à comprendre sur les devises est que nous apprécions l'argent pour une chose: le pouvoir d'achat. Être millionnaire n'est pas si important tant que nous ne savons pas combien vous pouvez en acheter.
L'inflation signifie une baisse de la valeur de l'argent et, comme pour tout bien, un facteur clé de cela est l'offre. Par exemple, s'il y a plus d'argent, mais la même quantité d'autres biens à dépenser, alors les prix de ces biens auront tendance à augmenter. Lorsque l'économiste Milton Friedman a déclaré que «l'inflation est toujours et partout un phénomène monétaire», il voulait dire que la cause première de la hausse des prix est une augmentation de la masse monétaire.

Au Royaume-Uni, la Banque d'Angleterre contrôle la masse monétaire. Il détermine combien d'argent est imprimé, et donc combien est disponible pour les banques de rue à prêter. Cela devrait vous paraître hautement socialiste: la Banque d'Angleterre est une institution nationalisée avec un monopole sur la fourniture de devises.
Cela n'a pas toujours été le cas. Jusqu'en 1946, c'était une organisation privée. Avant 1694, il n'existait même pas. Mais l'argent l'a fait. En effet, il y a eu des épisodes de «banque libre» (où l'État ne contrôle pas la masse monétaire) - le plus célèbre en Écosse dans la première moitié du XIXe siècle. Dans ces cas, les banques privées ont pu imprimer leurs propres billets de banque et les consommateurs ont été libres de choisir entre eux.

Bien sûr, un marché libre de la banque n'existe plus. Les banques ont abandonné leur capacité d'imprimer de l'argent à la banque centrale, qui à leur tour leur prêterait en cas de crise. Le système bancaire moderne est né: l'Etat promet de renflouer les banques qui ne protègent pas l'argent de leurs clients. Malheureusement, les banques sont encouragées à prendre des décisions risquées par ce système. S'ils jouent et gagnent, ils peuvent conserver les bénéfices. Cependant, s'ils perdent, ils connaissent la banque centrale et le gouvernement les sauvera.

Les banques centrales contrôlent principalement la monnaie en utilisant les taux d'intérêt, et elles peuvent influencer trois taux principaux. Imaginez que vous dirigiez la banque centrale. Vous pouvez manipuler trois choses. Premièrement, le «taux de dépôt» est le montant des intérêts accordés aux banques commerciales pour l'argent qu'elles gardent en réserve à la banque centrale.
Deuxièmement, le «taux d'escompte» est le taux que vous, en tant que banque centrale, facturez aux banques commerciales pour l'argent qu'elles souhaitent vous emprunter. Enfin, le taux «interbancaire» est le taux que les banques commerciales se facturent mutuellement pour emprunter de l'argent.

Étant donné que la banque centrale contrôle la masse monétaire, en modifiant la quantité de monnaie en circulation, vous pouvez cibler un «prix» particulier. C'est ce qu'on appelle la politique monétaire - manipulé la masse monétaire pour influencer les taux d'intérêt. Bien que nous lisions couramment que les taux d'intérêt sont «fixés» par les banques centrales, ils ne sont que la couverture. C'est l'argent qui est le pistolet fumant; et l'inflation qui cause les dommages.

Récession

La plupart des économistes conviennent que la principale conséquence de l'inflation est une augmentation du niveau général des prix. Si vous voyez combien un panier de biens a coûté l'année dernière et que vous le comparez à cette année, la différence est notre mesure typique de l'inflation (l '« indice des prix à la consommation »ou IPC).

L'un des défauts de cette méthode est qu'il s'agit d'un échantillon incomplet - il ne saisit pas entièrement le niveau de prix de toutes les marchandises. Il est possible que nos données nous indiquent qu'il y a une faible inflation (par exemple 2%), mais il manque simplement les parties de l'économie où l'inflation a lieu (par exemple le logement).

Il existe de nombreuses raisons pour lesquelles une hausse des prix est une mauvaise chose. Comme nous l'avons déjà vu, l'inflation est une bonne chose pour les emprunteurs lourds (comme le gouvernement), car elle érode la valeur de leur dette. Mais c'est une mauvaise chose pour les prêteurs, car cela érode la valeur de leurs économies.

Ainsi, la hausse des prix améliore la situation de certaines personnes et la détérioration d'autres. Et cela nous amène à une autre conséquence de l'inflation - que peu d'économistes comprennent vraiment. Alors que l'inflation entraîne une augmentation du niveau général des prix, ces prix n'augmentent pas tous en même temps. Certains prix augmentent plus rapidement que d'autres.

Le principal préjudice causé par l'inflation est qu'elle fausse l'ensemble de la structure de l'économie, ce qui rend inévitable un réajustement douloureux (c'est-à-dire le chômage). Les prix jouent un rôle crucial en fournissant des signaux aux personnes qui achètent et vendent sur le marché. L'inflation déforme ces signaux et crée le chaos en conséquence.

Par exemple, dans la période qui a précédé la crise financière de 2008, les promoteurs immobiliers amateurs achèteraient des maisons à rénover et à vendre. Après plusieurs mois de dur labeur et d'investissement, ils finissaient souvent par faire des bénéfices, mais uniquement parce que les prix des maisons avaient augmenté entre-temps.

En réalité, bon nombre des rares ressources consacrées au logement étaient gaspillées. Alors que l'inflation créait une illusion de succès, dès que l'inflation des prix des maisons baissait, les erreurs devenaient évidentes: la richesse réelle avait été détruite.

Les taux d'intérêt sont le «prix» qui coordonne l'épargne et l'investissement. Lorsque les forces du marché sont autorisées à travailler, elles réunissent les prêteurs et les emprunteurs et fixent un taux du marché. Cela montre à quel point les consommateurs sont patients - la mesure dans laquelle ils sont prêts à attendre plus de marchandises à l'avenir.

Mais lorsque la banque centrale crée de l'argent, cela réduit également les taux d'intérêt. Les consommateurs sont pénalisés pour avoir économisé et les entreprises sont encouragées à emprunter.

En conséquence, les gens économisent trop peu et consomment trop. Et comme la richesse réelle de l'économie, le réservoir d'épargne, n'a pas changé, il n'y a pas assez pour faire le tour. À un moment donné, il y aura une ruée, une crise du crédit.

Selon William McChesney Martin, le rôle de la banque centrale était de "retirer le bol à punch juste au moment où la fête commence à devenir intéressante". Mais à l'ère de l'inflation, ils sont plus susceptibles de distribuer des coups de feu!

Nous pouvons maintenant revenir à l'allégorie qui a commencé ce chapitre. Nous reconnaissons tous que les poils du chien peuvent fonctionner à court terme, mais cela retarde simplement la gueule de bois. Une gueule de bois est une conséquence inévitable de l'ivresse.

Ce n'est pas la reprise qui est le vrai problème ici; c'est le boom artificiel. Les décideurs sont confrontés à ce compromis tout le temps, mais ne sont pas en mesure de planifier avec succès à long terme. La médecine a parfois un mauvais goût, mais c'est le seul remède durable.

Ce que nous voyons est un cycle régulier d'expansion et de récession avec des emprunts publics élevés conduisant à la création d'argent pour rembourser la dette. En d'autres termes, la dette publique, financée par l'inflation, entraînant une récession. Tant que les politiciens contrôleront la masse monétaire, il en sera toujours ainsi.

Lectures complémentaires

Hayek,Friedrich A.(2008)[1931]Prix et production, Auburn,AL: Institut Ludwig von Mises.En ligne à:http://mises.org/books/pricesproduction.pdf

Blanc, Lawrence H. (2009) [1984] Services bancaires gratuit en Grande-Bretagne: Théorie, Expérience,et Débat,1800-1845, Londres: Institute of Economic Affairs. En ligne à: http://www.iea.org.uk/record. jsp? ID = 115 & type = book

Woods, Thomas J. (2009) Meltdown, Washington, D. C .: Regnery.

10. Le rôle du gouvernement

par Stephen Davies

La question la plus importante en politique est peut-être celle de savoir ce que les gouvernements devraient faire et combien ils devraient faire. C'est ce qui fournit principalement la ligne de démarcation entre la gauche et la droite (bien que, comme nous le verrons, les choses soient plus compliquées que souvent supposé).

Il y a beaucoup de réponses données. À un extrême se trouvent ceux qui soutiennent qu'il n'y a rien dont le gouvernement a besoin ou devrait faire, qu'en fait nous serions mieux sans lui, dans une société apatride. Telle est la position anarchiste, tenue par un groupe restreint mais déterminé au cours des deux cents dernières années. Cependant, il s'agit bien d'une minorité. La plupart des gens pensent que le gouvernement est une institution inévitable et nécessaire pour une raison ou une autre.

Fait intéressant, alors que certaines personnes plaident pour l'absence de gouvernement, personne n'a explicitement plaidé pour que le gouvernement soit responsable de tout, de tous les aspects de la vie. Les États les plus proches que nous ayons jamais connus sont des États totalitaires de type communiste ou fasciste.
La Corée du Nord est la plus proche encore en existence; Le Cambodge sous les Khmers rouges est l'endroit où cela s'est réellement produit.
Cependant, la plupart des gens admettent qu'il devrait y avoir des limites à ce que fait le gouvernement, qu'il ne devrait pas tout faire. L'argument est alors de savoir dans quelle mesure et où les limites de l'action gouvernementale doivent être tracées.

Choix personnel ou choix politique?

Une autre façon de le dire rend plus clair ce qui est en cause ici. En gros, il y a deux façons de décider ce que les gens peuvent faire et comment ils peuvent disposer des ressources.

L'une consiste à laisser les décisions prises par les individus. Il peut s'agir de décisions individuelles de personnes particulières. Alternativement, cela peut signifier des décisions prises collectivement par des groupes auxquels les gens appartiennent sur une base volontaire, tels que des clubs, des syndicats, des sociétés ou même des groupes informels tels que des personnes décidant de sortir dîner ensemble, par exemple.

L'autre façon est que des règles soient établies pour lier les individus et que les ressources soient allouées par un processus collectif qui ne provient pas d'un consentement immédiat. C'est le processus politique. Vous pouvez dire qu'il y a sûrement un consentement, exercé par le vote. Cependant, un instant de réflexion montrera que ce n'est pas le cas.

Les lois adoptées par le biais du processus politique lient tout le monde, y compris ceux qui ne votent pas, et même ceux qui ne le peuvent pas, comme les mineurs et les résidents de l'étranger.

Un exemple simple montrera la différence entre un choix politique de ce type et le choix personnel décrit en premier. Supposons qu'un groupe de personnes sortent dîner ensemble.

Dans le premier cas, chaque personne choisira son propre repas dans un menu, individuellement. Même si le repas est décidé collectivement, chaque personne est libre de ne pas participer et d'aller ailleurs.

C'est finalement un choix personnel et individuel. Supposons que le contenu du repas ait été décidé collectivement par un vote, la minorité étant liée par la décision et incapable de se retirer ou d'aller ailleurs, du moins non sans peine sévère. Ce serait comme un choix politique collectif, exercé par le gouvernement.

Le débat clé

La question est donc la suivante: combien de domaines de la vie, et quelle répartition des ressources devrait être décidée par le processus politique et combien par choix personnel? Dans l'éducation, par exemple, la plupart des choix sont faits par le biais du processus politique plutôt que par des choix individuels.

Dans l'épicerie, disons, le contraire est vrai: la plupart des choix sont finalement faits par des consommateurs individuels et des entreprises comme Tesco et Wal-Mart y répondent en fin de compte.

Ce n'est pas la même chose que de demander la taille du gouvernement, c'est-à-dire la part de la production totale de la société dont il devrait disposer. Un gouvernement ne peut se préoccuper que d'une gamme limitée d'activités et de domaines de la vie.

Cependant, si ces domaines impliquent d'employer beaucoup de gens ou de dépenser de grosses sommes d'argent, vous aurez un grand gouvernement, même s'il ne fait que quelques choses. À l'inverse, vous pourriez avoir un gouvernement qui contrôle et décide de nombreux aspects de la vie mais ne dépense pas autant d'argent.

C'est le cas dans le Singapour contemporain par exemple. En Grande-Bretagne, nous avons maintenant un gouvernement qui dépense beaucoup (plus de la moitié de la production totale) et se préoccupe de nombreux aspects de la vie.

Au-delà de gauche et de droite

Cet argument n'est pas toujours aussi simple entre les gens qui veulent un gouvernement limité et ceux qui veulent un gouvernement vaste et étendu. Une grande partie de l'argument est entre les gens qui veulent que le gouvernement soit responsable de certaines choses mais ne peuvent pas convenir de ce qu'elles devraient être.

Certains pensent que les décisions politiques devraient régir une grande partie de la vie économique, mais pensent que les choix sexuels et le mode de vie devraient être l'affaire des individus.
D'autres adoptent le point de vue exact opposé et la vie économique serait régie par des choix individuels tandis que le gouvernement et les lois devraient réglementer une grande partie de l'activité sociale et culturelle. Certains cependant sont des «collectivistes» cohérents et croient que la majeure partie de la vie est soumise à un contrôle politique collectif. D'autres sont «individualistes» et maximiseraient la prise de décision personnelle et individuelle.

Dans le passé, le gouvernement était responsable de beaucoup de choses qui sont maintenant une question de choix personnel. Le domaine le plus évident est celui de la croyance et de l'observance religieuse. C'était autrefois la préoccupation centrale du gouvernement, mais il est désormais entièrement privé et volontaire. Un autre est l'habillement et la consommation.

À un moment donné, le gouvernement a réglementé cela par des lois. Ceux-ci précisaient combien d'argent pouvait être dépensé pour des choses comme les mariages et stipulaient les détails des vêtements que les gens pouvaient porter, selon leur statut social. Ils sont même allés jusqu'à dire quels types de chapeaux ou de chaussures les gens pouvaient porter.

Cependant, nous ne devons pas rire ni nous sentir satisfaits. Le gouvernement est maintenant responsable de beaucoup de choses qui étaient autrefois une question de choix privé et d'action collective volontaire. L'éducation en est une, une autre est consacrée aux soins de santé, une autre encore est réservée à la vieillesse (voir chapitre 8).

Il y a de sérieuses suggestions que le gouvernement devrait avoir une opinion sur le type de nourriture que les gens mangent, leurs choix de style de vie et même s'ils devraient être autorisés à devenir parents. Pendant et juste après la Seconde Guerre mondiale, beaucoup ont soutenu que le gouvernement devrait contrôler les restaurants et le régime alimentaire, en rationnant.

Décider du rôle du gouvernement

Existe-t-il donc un principe ou un ensemble de règles permettant de décider quels domaines de la vie le gouvernement devraient s'intéresser? Ou devons-nous simplement nous fier à la mode et aux résultats de luttes politiques particulières?

La position individualiste constante est que les choses devraient généralement être décidées par choix personnel et coopération volontaire. Un cas doit être fait pour tout écart par rapport à cela. La charge de la preuve devrait incomber à ceux qui plaident pour une prise de décision politique collective et un rôle pour le gouvernement dans tous les domaines de la vie.
Cinq raisons principales sont données pour faire du choix individuel la position par défaut:

- Les individus sont en général les meilleurs juges de leurs propres intérêts. Ils savent ce qu'ils apprécient le plus, ils connaissent mieux leur propre situation. La plupart des femmes conviennent que leur mari les connaît mieux que quiconque, mais ne rêverait jamais de le laisser acheter leurs vêtements. Pourquoi laisser un étranger complet ou une collection d'étrangers décider du type d'éducation que vos enfants devraient recevoir?

- Le développement personnel et l'épanouissement ne peuvent se produire que si les gens sont libres de choisir et d'apprendre des choix qu'ils font. Dans la mesure où ils ne le sont pas, ils restent comme des enfants et ne se développent pas.

- Le progrès et le développement social sont mieux servis en permettant aux individus de choisir autant que possible pour eux-mêmes. Ce sont les expériences que font les individus excentriques qui sont la source de l'innovation et de la découverte.

- La prise de décision politique collective signifie inévitablement que certaines personnes ont le pouvoir de décider ce que les autres doivent faire. C'est à la fois dangereux et moralement corrompu pour tout le monde, en particulier les personnes au pouvoir. Comme l'a dit Lord Acton, «Tout pouvoir tend à corrompre».

- Enfin, toutes les preuves montrent que la prise de décision collective est tout simplement moins efficace et efficiente que le recours à un choix individuel. Non seulement les désirs personnels sont moins susceptibles d'être satisfaits, mais il y a un énorme gaspillage de ressources.

Le contre-argument comporte essentiellement deux éléments. Le premier est que nous sommes dans un vrai sens comme des enfants. Nous ne savons pas ce qui est le mieux pour nous et laissé à nous-mêmes prendra les mauvaises décisions.

Apparemment, cependant, certaines personnes ne sont pas des enfants et savent ce qui est bon pour le reste d'entre nous. Le second est que nous sommes des êtres sociaux collectifs et que l'identité individuelle et le choix personnel sont finalement une illusion.

Puisque nous voulons tous vraiment les mêmes choses, nous devons décider collectivement ce que nous voulons avoir. Le gouvernement est l'instrument par lequel ces choix collectifs sont réalisés.

Il y a très peu de cas où ce type d'argument est vrai et où permettre un choix personnel est irréaliste. La défense nationale collective en est probablement une; un autre peut être la disposition de la loi; l'assainissement public peut-être un autre.

Ces derniers doivent cependant être considérés comme exceptionnels. Le choix individuel doit guider la plupart des aspects de la vie et la sphère politique et gouvernementale doit être strictement limitée.

Lectures complémentaires

Chodorov, Frank (2007)L'un est Une foule, Auburn, AL: Ludwig von Mises Institute. En ligne à: http://mises.org/books/onecrowd.pdf

Higgs, Robert (2005) Contre Léviathan: Gouvernement Puissance et une société libre, Oakland, Californie: Institut indépendant.
Von Humboldt, Wilhelm (1993) Les limites d'État Action, Indianapolis: Liberty Fund.
Mill, John Stuart (2008) Sur la liberté, et autres essais, Oxford: La Presse de l'université Oxford.
Mises, Ludwig von (2007) Bureaucratie, Indianapolis: Liberty Fund. En ligne à: http://oll.libertyfund.org/

À propos des auteurs

Peter J. Boettke est professeur BB&T pour l'étude du capitalisme au Mercatus Center et professeur universitaire d'économie à l'Université George Mason (www.gmu.edu).

Karol Boudreaux est chercheur principal au Mercatus Center. Elle est également chercheuse principale pour Enterprise Africa! (www. mercatus.org).

Eamonn Butler est directeur de l'Institut Adam Smith (www.adamsmith.org). Il est l'auteur du meilleur livre sur le marché, publié en 2008.

Stephen Davies est chargé de programme à l'Institute for Humane Studies (www.theihs.org) et maître de conférences au Département d'histoire de la Manchester Metropolitan University. Il est l'auteur de Empiricism and History (2003).

Anthony J. Evans est professeur d'économie à ESCP Europe Business School. Il est également membre fondateur du Cobden Center (www.cobdencentre.org).

Daniel Griswold est directeur du Center for Trade Policy Studies du Cato Institute. Il est l'auteur de Mad about Trade, publié en 2009 (www.cato.org).

J. C. Lester est un philosophe libertaire et l'auteur de Escape from Leviathan (2000). Il édite actuellement son prochain dictionnaire d'anti-politique.

John Meadowcroft est chargé de cours en politique publique au King's College de Londres (www.kcl.ac.uk). Il est l'auteur de L'éthique du marché, publié en 2006.

Daniel J. Mitchell est chercheur principal au Cato Institute (www. Cato.org). Il est co-auteur de Global Tax Revolution, publié en 2008.

Kristian Niemietz est Fellow de la pauvreté à l'Institut des affaires économiques (www.iea.org.uk). Il est également docteur en politique publique au King's College de Londres, où il enseigne l'économie.

Douglas B. Rogers est un étudiant au doctorat en troisième année en économie à l'Université George Mason et boursier au Mercatus Center (www.mercatus.org).

Richard Wellings est directeur éditorial adjoint de l'Institut des affaires économiques et éditeur du blog de l'IEA (blog.iea.org.uk).